

Dans ce numéro...

PORTRAIT DU MOIS P.3
Jean-Vincent Holeindre



LIVRES DU MOIS..... P.4



DOSSIER STRATEGIQUE ... P.6
La Syrie : Quelles perspectives pour une sortie de crise ?



OUVRAGES REÇUS..... P.36



ACTUALITÉ P.47



IRSEM : © DR

Editorial

Difficulté à dissuader, maintien de la dissuasion

I n'aura échappé à personne que peu d'acteurs, de nos jours, se sentent dissuadés sur la scène internationale. Ni l'acteur religieux Daech dans son entreprise irakienne et syrienne, ni l'acteur étatique russe en Ukraine, ni le régime de Damas dans son escalade violente depuis 2011, ni les criminels, pirates, hackers, ou autres, dans la poursuite de leurs activités. Tous, pourtant, ont reçu, sous des formes différentes, des avertissements solennels et promesses de punition de la part d'autorités dotées de moyens importants. Même sur le terrain traditionnel du rapport de force stratégique impliquant des Etats puissants, la dissuasion ne fait plus recette : Milocevic avait défié l'OTAN dans les années 1990, le Hezbollah en 2006 puis le Hamas à l'été 2014 en ont fait autant à l'égard d'Israël, la Corée du Nord multiplie les provocations (depuis sa posture nucléaire jusqu'à l'attaque d'une corvette sud-coréenne en 2010), l'Iran maintient son jeu complexe entre dossier nucléaire et équilibres proche-orientaux. Des relations de rivalité dangereuses, ailleurs, laissent libre court à l'aventurisme (Japonais et Chinois en mer, Indiens et Pakistanais au Cachemire...).

En d'autres termes, le mécanisme consistant à persuader un acteur tiers qu'il lui serait trop coûteux d'agir contre les intérêts de ceux qui l'ont mis en garde, semble opérer de moins en moins. Les sciences sociales proposent de nombreuses explications possibles à ce phénomène : la perception (juste ou fausse) d'une faiblesse chez l'autre, dont on pense qu'il ne réagira pas avec force ; le calcul (juste ou erroné) que la prise de risque apportera quoi qu'il arrive un gain politique interne ou externe, même en cas de réaction internationale forte, d'autant que les menaces explicites des uns pourront être compensées par les soutiens discrets des autres ; la conviction chez un acteur donné que le fait de braver les mécanismes de dissuasion permettra de bousculer les contraintes systémiques en altérant la crédibilité de celles-ci. Mais au final, nous sommes bien entrés dans un monde où le fort peine à dissuader le faible, où la puissance n'effraie plus la nuisance, où les géants ont moins peur de se heurter entre eux.

Cette difficulté croissante à dissuader doit-elle nous conduire à enterrer ce que nous appelons « la dissuasion », c'est-à-dire la possession d'armes nucléaires comme instruments ultimes ? Telle n'est pas la réponse apportée par de nombreuses études de relations internationales publiées aujourd'hui dans le monde sur ce sujet. Celles-ci distinguent clairement, de façon qui peut certes dérouter, le fait de dissuader (au sens d'empêcher un tiers d'agir) du fait de posséder la dissuasion (au sens d'être doté de l'arme nucléaire). Et la plupart des auteurs

concluent à la nécessité, pour les puissances déjà dotées, de maintenir et d'adapter cet attribut, plutôt que d'y renoncer. Pour résumer grossièrement ce débat : il est admis que les armes nucléaires sont de peu d'utilité face à un certain nombre de défis actuels, mais elles n'ont pas été faites pour cela, et leurs fonctions initiales restent valides, surtout si l'on parvient, en progressant vers des seuils minimaux, à diminuer les risques d'accident qu'elles comportent.

Les principales limites de la dissuasion nucléaire sont connues et largement commentées : a) on imagine mal, en démocratie, qu'elle puisse s'appliquer face à des acteurs inférieurs, face à des actes terroristes, face à des agressions meurtrières mais non nucléaires, *a fortiori* si l'origine de celles-ci comporte un doute, et si la riposte implique d'anéantir des civils pour faire payer des acteurs déviants (Th. M. Nichols, *No Use. Nuclear Weapons and U.S. National Security*, University of Pennsylvania Press, 2014) ; b) la dissuasion élargie, c'est-à-dire la protection des uns par les arsenaux d'un autre, éventuellement au prix du suicide de ce dernier, est moins crédible aujourd'hui encore qu'à l'époque où le général de Gaulle doutait fortement que les Etats-Unis puissent engager le feu nucléaire contre l'URSS uniquement pour sauver l'Europe (Th. Delpech, *La dissuasion nucléaire au XXIe siècle. Comment aborder une nouvelle ère de piraterie stratégique*, Odile Jacob, 2014) ; c) les débats sur les défenses anti-missiles, en dépit des lacunes de ces dernières, ont pour effet de brouiller le débat, et de rendre la dissuasion nucléaire plus impopulaire encore dans certains cercles intellectuels ; d) le fossé, en matière d'arme nucléaire, est tel entre les débats théoriques ou doctrinaux, et la réalité du processus décisionnel confronté à l'épreuve des faits, que ces débats sur la dissuasion apparaissent bien chimériques et vains (y compris déjà, à l'époque, pour Raymond Aron) ; e) surtout, on observe que des puissances nucléaires ont été tenues en échec militairement par des acteurs inférieurs, et qu'elles ont préféré gérer cet échec plutôt que d'avoir recours à leur arsenal nucléaire, dont l'usage n'aurait d'ailleurs pas nécessairement réglé leur problème.

Mais les fonctions de la dissuasion nucléaire sont d'une toute autre nature. 1- La première d'entre elle est de garantir la survie d'une entité qui viendrait à être définitivement menacée, et non d'aider simplement cette entité à faire triompher ses intérêts ou ses projets sur des théâtres extérieurs. C'est pour cette raison que les Etats-Unis ont finalement renoncé, après 1945, à l'usage du nucléaire dans la guerre de Corée (1950-53), ou que l'URSS de Khrouchtchev a finalement reculé à Cuba (1962). Que la doctrine choisie implique l'usage en premier ou non, qu'il s'agisse d'obliger un allié à intervenir ou de se défendre soi-même (V. Narang, *Nuclear Strategy In The Modern Era. Regional Powers and International Conflict*, Princeton University Press, 2014), la dissuasion est bien une question de survie et non de compétition. 2- Par ailleurs, et au-delà de sa dimension militaire, elle constitue un attribut *politique* reconnu qui confère à ses possesseurs l'appartenance à un club fermé dont les membres font l'objet d'un traitement particulier. Sortir de ce club est possible (Afrique du Sud, Kazakhstan, Ukraine, Belarus), renoncer à y entrer aussi (Argentine, Brésil, Suède...), mais au prix d'un renoncement à ce statut (B. Pelopidas, *Renoncer à l'arme nucléaire, la séduction de l'impossible ?*, Presses de Sciences Po, à paraître). De la même manière, renoncer à la dissuasion demeure hasardeux sur le plan de la sécurité, tant que d'autres acteurs la maintiennent pour eux-mêmes et que d'autres cherchent à l'acquérir.

A partir de ces éléments, beaucoup d'auteurs se gardent de parier à court terme sur un monde sans dissuasion, et suggèrent un abaissement des seuils accompagné de mesures de vérification, plutôt que des renoncements unilatéraux. Ils prônent, en d'autres termes, une gouvernance maîtrisée du nucléaire (qui reste à imaginer) plutôt que son abandon chaotique. Dissuader est de plus en plus incertain, mais posséder la dissuasion est une toute autre affaire, et sur ces deux enjeux, une réflexion nouvelle est impérative.

Frédéric Charillon
Directeur de l'IRSEM

JEAN-VINCENT HOLEINDRE



Mâître de conférences de science politique à l'Université Panthéon-Assas Paris 2, Jean-Vincent Holeindre a déjà un parcours académique et une production scientifique dont le ministère de la défense a tout lieu de se réjouir, puisque cet universitaire de 34 ans est issu du vivier de jeunes doctorants ayant bénéficié de son soutien financier. En 2004, il est en effet sélectionné pour bénéficier d'une des bourses de thèse que la DGA attribue chaque année à des candidats en sciences humaines et sociales. Soutenu à l'époque par le C2SD (Centre d'études en sciences sociales de la défense, entité intégrée à l'IRSEM lors de sa création en 2010), son projet de recherche porte sur le rôle joué par la ruse dans la guerre.

Sa thèse, *Le renard et le lion. La ruse et la force dans le discours de la guerre*, a été primée à deux reprises : Jean-Vincent Holeindre obtient en 2011 le prix de thèse Aguirre-Basualdo de la Chancellerie des Universités de Paris ainsi que le Prix Mattei Dogan de l'Association française de science politique (AFSP). Dans sa recherche, il développe une analyse des formes de la guerre dans laquelle la ruse et la force sont des ressources utilisées aussi bien par les forts que par les faibles et montre que la ruse n'a pas disparu de la « grammaire » stratégique des guerres contemporaines.

En 2007, il initie, à l'EHESS (Ecole des hautes études en sciences sociales) un séminaire pluridisciplinaire mensuel intitulé « Penser la guerre. Autour des recherches et des publications récentes » qu'il animera jusqu'en 2013.

Ses principaux objets de recherche sont la guerre et la

stratégie, avec une approche qui allie la philosophie politique, l'histoire des idées et les relations internationales. Il a à son actif huit co-directions d'ouvrages ou de numéros spéciaux de revues scientifiques sur ce thème en cinq ans, sans compter ses autres travaux comme ceux sur Raymond Aron ou sur la démocratie. Pour ne mentionner que les parutions récentes ou à venir dans les prochains mois, on citera : *Penseurs de la stratégie* avec Jean Baechler aux éditions Hermann, *La guerre. Une histoire globale*, avec Laurent Testot aux éditions Sciences Humaines, en rappelant *La fin des guerres majeures*, co-dirigée avec Frédéric Ramel en 2010, sans oublier son tout récent ouvrage sur le pouvoir¹.

Comme de nombreux chercheurs de sa génération, il a été accueilli à l'étranger : au département des *War Studies* du *King's Collège* de Londres en 2007 et, précédemment, au Center for European Studies de Harvard. En ce moment, il participe à un programme de l'Université Irvine en Californie sur l'éthique de la guerre et de la paix. Si son institution de rattachement est l'Université Paris 2 et son centre de recherche l'Institut Michel-Villey, il est également chercheur associé au centre d'études sociologiques et politiques Raymond Aron de l'EHESS, institution où il a fait son doctorat sous la direction de Pierre Manent. Il enseigne à Science Po, à l'Université de Toulouse 1 et a donné des cours à l'Ecole de guerre. Il demeure fidèle à l'IRSEM après l'avoir été au C2SD, ayant, depuis 2004, contribué à de nombreux séminaires, journées d'études et publications dont la dernière en date est sa contribution à l'étude de l'IRSEM sur les stratégies du *smart power* américain intitulée : « La ruse et la force en politique étrangère : une interprétation de la doctrine américaine du *smart power* » dans laquelle il analyse l'évolution de la stratégie américaine depuis 1945². On attend avec impatience la publication de l'ouvrage issu de sa thèse de doctorat chez Perrin en 2015. Nul doute qu'avec un tel profil, l'enseignement de la guerre et de la stratégie à l'université française peut compter à l'avenir sur un contributeur talentueux et érudit.

Barbara Jankowski,
Responsable de programme, Pôle Défense et société

Thomas M. Nichols,

No use. Nuclear Weapons and U. S. National Security

University of Pennsylvania Press, 2014

Vipin Narang

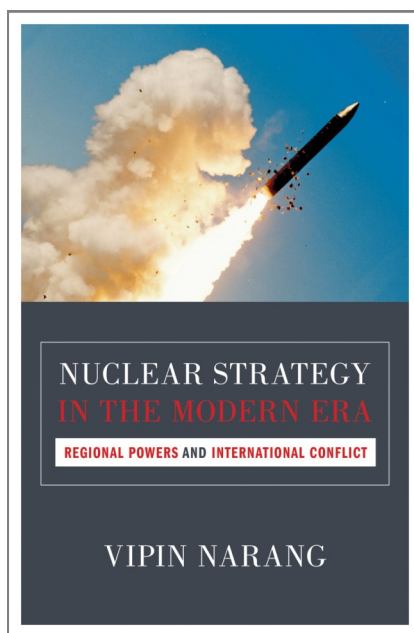
Nuclear Strategy in The Modern Era. Regional Powers and International Conflict,

Princeton University Press, 2014

Deux ouvrages universitaires américains viennent alimenter utilement la réflexion stratégique sur la dissuasion contemporaine, renouvelant considérablement l'exercice. Appliqué explicitement au cas américain, le travail de Thomas M. Nichols, (Professeur au Naval War College de Newport) rappelle à quel point toute réflexion sur l'arme nucléaire doit repartir des leçons de la guerre froide, qui l'a vue naître.

Revenant sur le *sens* de la dissuasion entre 1950 et 1990, l'ouvrage s'interroge ensuite sur sa signification dans un monde bipolaire, sur leur réappropriation par des Etats qui ne sont plus des superpuissances, et sur l'intérêt d'une dissuasion minimale. Les questions que soulève la dissuasion, on le sait, sont nombreuses : la première tient à l'incertitude absolue de ce qu'il restera des doctrines à l'épreuve de la réalité, et donc à la crédibilité du concept même de dissuasion, avant même d'entrer dans ses aléas techniques. Le processus décisionnel du feu nucléaire, ses flous (le rapport entre autorités civiles et militaires) et ses risques (un accident est-il possible ?), le coût réel de la bombe, la possibilité effective de frapper les populations civiles de gouvernements non démocratiques qui auraient déclenché les hostilités (ou bien d'imaginer d'autres scénarios, d'autres ciblagés), la répartition des vecteurs (triade air-terre-sous-marins), les interrogations sur la dissuasion élargie aux alliés (qui rend l'auteur plus que sceptique), sur l'efficacité d'une défense anti-missiles (idem), constituent autant d'inconnues qui exigent de

repenser la dissuasion. Nichols plaide ici pour une place plus grande faite à la riposte conventionnelle face aux *Rogue States*, mais pour le maintien d'une assurance vie nucléaire minimale, en dépit de son coût. Il contribue, en tout cas, au débat américain sur la question, toujours vivace.



Vipin Narang (politiste au MIT), s'intéresse exclusivement aux puissances qu'il qualifie de régionales, c'est-à-dire qui ne sont pas les deux superpuissances de l'ère bipolaire : Pakistan, Inde, Chine, France, Israël et Afrique du Sud (1979-91). La Corée du Nord et l'Iran sont exclus de l'analyse, faute de sources et de certitudes. L'intérêt principal de son analyse tient dans la typologie des doctrines qu'il propose, distinguant trois postures possibles : a) la posture « catalytique », où le recours à l'arme nucléaire est brandi essentiellement pour déclencher la protection d'un allié plus important (Israël et l'Afrique du Sud, cherchant à s'assurer la protection américaine) ; b) la posture de « représailles assurées », pour les Etats qui excluent le *first use*, mais promettent la riposte nucléaire à quiconque les agressera *nucléairement* (Inde, Chine) ; c) la posture d'« escalade asymétrique », de la part des Etats qui, à partir d'un territoire géographiquement plus vulnérable, assurent le feu nucléaire à quiconque mettrait en danger leur existence, même avec des moyens conventionnels (France, Pakistan).

Comment ces doctrines ont-elles été retenues, comment ont-elles évolué avec les changements internationaux ? (La France, par exemple, aurait pu, à la fin de la

Guerre froide, passer à une posture catalytique, plutôt que de maintenir l'escalade asymétrique devenue, avec la fin de l'Union soviétique, *tous azimuts*). Plus que dans la contingence technologique, l'auteur cherche la clef de cette énigme dans l'optimum rationnel à trouver entre décideurs civils et militaires.

Il ressort de ces ouvrages des points qui, avec d'autres travaux (notamment *Dissuasion nucléaire au XXI^e siècle* de Thérèse Delpech, 2013), commencent à faire consensus : a) il y a nécessité de repenser la dissuasion à l'heure de la prolifération ; b) un monde sans armes nucléaires n'est pas pour demain, mais une perspective de dissuasion minimale est plaidable ; c) la folie de l'hypothèse nucléaire ne doit à aucun prix être banalisée, la possession de la bombe par des régimes aux processus décisionnels incertains pose un risque supplémentaire à

cet égard, mais les grandes puissances, du temps de la guerre froide, ont parfois été légères, elles aussi, dans leur maniement de cette menace ultime. ; d) la dissuasion ne fonctionne pas contre tout le monde ni contre tout type d'agression ; e) la dissuasion élargie (aux alliés ou voisins) est moins que jamais crédible. D'utiles contributions à un agenda de recherche qui, en France, doit être redynamisé.

Frédéric Charillon

Retrouvez...

les Lettres de l'IRSEM, les publications, colloques et toute l'actualité de l'institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire sur...

www.defense.gouv.fr/irsem



facebook

twitter

Linked in

DOSSIER STRATÉGIQUE : LA SYRIE : QUELLES PERSPECTIVES POUR UNE SORTIE DE CRISE ?

Sous la direction Jacques FRÉMEAUX,
*Professeur à l'université Paris IV Sorbonne,
membre de l'Institut universitaire de France,*
et de Pierre RAZOUX,
Directeur de recherche à l'IRSEM.

AVANT-PROPOS

Jacques FRÉMEAUX (Université Paris IV Sorbonne, Institut universitaire de France)
Pierre RAZOUX (IRSEM)

1 – Approche historique

- DE LA SYRIE MANDATAIRE À LA CRISE SYRIENNE
Henry LAURENS (Collège de France)

2 – Approche politique

- GENÈVE 2 : LA SOLUTION POLITIQUE EN PÉRIL
Manon-Nour TANNOUS (Université Paris II Assas, doctorante rattachée à l'IRSEM)
- LA DIMENSION POLITIQUE DU CONFLIT SYRIEN
Frédéric PICHON (Université François Rabelais de Tours)

3 – Approche géopolitique

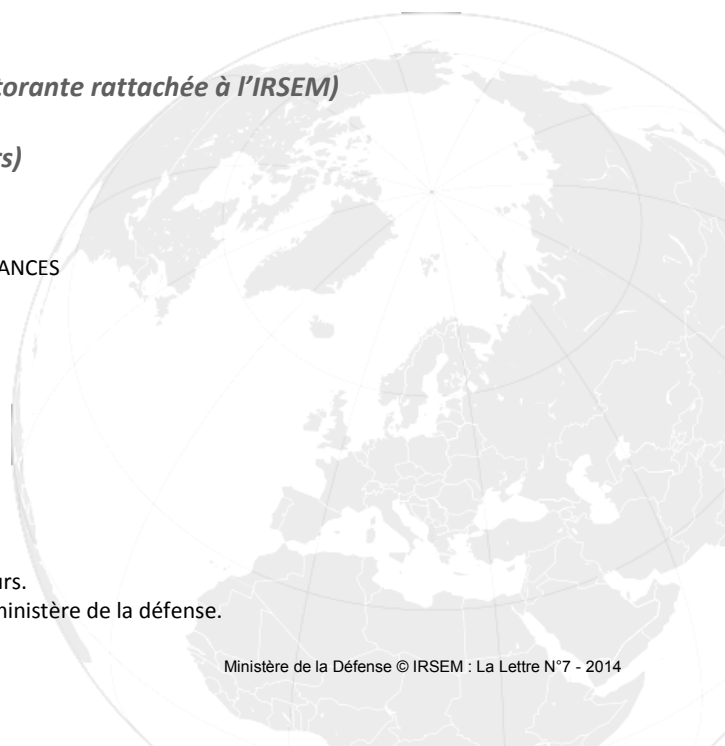
- LA RÉVOLUTION SYRIENNE PHAGOCYTÉE PAR LE JEU DES PUISSANCES
Karim Emile BITAR (IRIS)

4 – Témoignages

- *Georges MALBRUNOT (Le Figaro)*
- *Christophe AYAD (Le Monde)*

AVERTISSEMENT

Les opinions émises dans ce document n'engagent que leurs auteurs.
Elles ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère de la défense.



AVANT-PROPOS

Quatre ans après son déclenchement en mars 2011, la crise syrienne et ses multiples facettes (militaire, politique, diplomatique, géopolitique, humanitaire) continuent d'occuper le devant de la scène internationale, que ce soit à travers les affres de la guerre civile qui ravage le pays et menace la stabilité régionale, la mise en œuvre de l'accord sur l'élimination des armes chimiques syriennes ou bien les atrocités commises par les djihadistes de « l'État Islamique (en Irak et au Levant) », avatar imprévu et incontrôlable de cette même crise syrienne.

L'échec du processus de Genève 2 (janvier-février 2014) et la réélection contestée de Bachar al-Assad à la présidence de la Syrie (3 juin 2014) ont conforté le régime, accru le désespoir d'une partie de la population syrienne réfugiée ou déplacée, frustré la communauté internationale et renforcé la lassitude des opinions publiques occidentales.

Aujourd'hui, les médias sont davantage mobilisés par les risques induits par l'extension préoccupante des territoires contrôlés par les djihadistes de « l'Etat Islamique », par l'avenir de l'Irak riche en pétrole, par le sort de la population kurde et des minorités chrétiennes au Levant, par les rebondissements des négociations sur le dossier nucléaire iranien, de même que part les énièmes soubresauts du conflit israélo-palestinien, que par la guerre civile qui continue de sévir en Syrie. Or, on ne saurait appréhender l'ensemble de ces problématiques sans prendre en compte le devenir de la crise syrienne. Celle-ci apparaît largement comme une prémonition, voire un déstabilisateur, du nouveau conflit qui ravage ce qui fut le « croissant fertile ». Les trois niveaux auxquels il convient de l'étudier (local, régional, international) constituent une grille d'analyse qui favorise la réflexion d'ensemble sur les conflits moyen-orientaux.

C'est pourquoi l'Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole militaire s'est associé à l'Université Paris IV Sorbonne (Maison de la Recherche) et à l'Institut universitaire de France pour organiser conjointement, le 21 mars 2014, une journée d'études pour tenter de faire le point sur la crise syrienne et dégager des pistes de réflexions prospectives. Dans une logique résolument pluridisciplinaire, les organisateurs ont fait appel à l'expertise d'historiens, de politistes, de géographes, de juristes et de chercheurs spécialistes des relations internationales et du Proche-Orient pour aborder la crise syrienne sous trois angles distincts : historique, politique et géopolitique. Ils ont également fait appel à de jeunes diplômés de Paris IV Sorbonne et à des doctorants affiliés à l'IRSEM qui ont su faire bénéficier les participants de leur expérience de terrain. Ils ont invité enfin plusieurs grands reporters pour qu'ils témoignent de leur connaissance du milieu syrien, et pour qu'ils tentent de tirer les leçons de la manière dont les médias ont couvert cette crise.

Le but de ce dossier, inspiré des actes du colloque¹, n'est pas d'imaginer ce que pourrait être l'avenir de la Syrie, mais d'offrir à chacun des outils permettant de nourrir la réflexion et l'analyse.

Jacques FRÉMEAUX, Professeur à l'Université Paris IV Sorbonne,
membre de L'institut universitaire de France
Pierre RAZOUX, Directeur de recherche à l'IRSEM

¹ Actes du colloque sur la Syrie organisé en mars 2014, à paraître sur le site de l'IRSEM.

1 – Approche historique

• DE LA SYRIE MANDATAIRE À LA CRISE SYRIENNE

Henry LAURENS,

Professeur au Collège de France

Lors de sa fameuse conférence de presse du 2 juin 1945, le général de Gaulle déclarait : « La Syrie est une vieille chose, c'est une entité antique, aussi respectable, aussi vieille que le monde et dont on entend parler depuis l'aurore des temps historiques. Dans l'Orient, dont fait partie la Syrie, on se trouve en présence d'un ensemble de populations généralement arabes qui, avec le caractère très généreux, très remuant, très mobile de leurs populations, ont toujours constitué pour le monde un problème particulièrement délicat. [...] Il est de fait que ces pays, la Syrie et le Liban, sont très compliqués – la Syrie surtout –, au point de vue de leur entité nationale. » Et d'opposer la complexité des entités nationales syrienne et libanaise à la simplicité relative de la Palestine et de l'Égypte : « Il y a une entité égyptienne qui est formée par le Nil ; l'Égypte est une rue et cette rue s'appelle le Nil ; elle a une unité géographique et, par conséquent politique, naturelle. Il y a une unité, une entité qui s'appelle la Palestine. Il est en revanche très difficile de réaliser une entité géographique et politique qui s'appelle la Syrie. La Syrie est un ensemble de régions très distinctes les unes des autres, peuplées de populations extrêmement différentes et pratiquant des religions diverses. D'où la difficulté de conduire la région jusqu'à devenir un État fonctionnant et se développant normalement. »

Quelques jours auparavant, le Parlement syrien avait été bombardé par les troupes françaises. La France est alors en train de perdre pied en Syrie, face au front commun syro-libanais et à l'appui britannique. Nonobstant ses desseins politiques, le général de Gaulle articule, à travers ses déclarations, les deux visions antagonistes qui ont généralement cours sur la Syrie. La première consiste à dire que l'entité syrienne existe depuis la plus haute Antiquité ; la seconde revient à nier son existence, en la présentant comme un amalgame de populations diverses qui tirent à hue et à dia. Ces deux discours ont naturellement leurs réalités concrètes et leurs fondements. Il n'est pas question de retracer ici l'histoire de la Syrie depuis ses origines, ni depuis la renaissance de l'idée syrienne à partir du XIXe siècle. Remarquons toutefois que les projets politiques syriens se trouvent toujours, soit en opposition, soit en convergence, autour de deux idées principales : d'une part, la Syrie comme *leader* de la nation arabe et, d'autre part, le syrianisme, idéologie syrienne incompatible avec un nationalisme arabe syro-centré mais qui dépasse le cadre géographique de la Syrie mandataire pour prôner le rétablissement d'une « Grande Syrie ».

Cette dernière idéologie a peu ou prou échoué puisque la définition de la Syrie contemporaine est héritée des décisions prises sous le mandat français dans l'entre-deux-guerres. Décisions qui témoignent de la volonté patente des autorités françaises de l'époque de « diviser pour régner ». Des raisons nobles ont été invoquées quant à la mise en place d'une telle politique sur le territoire syrien, notamment l'émancipation des minorités, opprimées par la communauté sunnite sous l'Empire ottoman. De manière plus pragmatique, les minorités de Syrie doivent en fait servir à ancrer la présence française, comme les Européens en Algérie ont contribué à la pénétration de l'administration coloniale en Afrique du Nord. Les deux analyses ne s'excluent pas nécessairement et trouvent chacune leur justification : défense des minorités pour l'une, pérennisation de l'entreprise coloniale pour l'autre.

Deux interprétations sont également possibles quant au rôle joué par les puissances mandataires dans les territoires dont elles ont la charge, notamment au Moyen-Orient. Elles sont considérées le plus souvent comme des forces manipulatrices qui auraient créé des bombes à retardement et mené une politique dont les retombées se font encore sentir au Liban, en Syrie, en Palestine et en Irak. Par ailleurs, l'enjeu consiste à restaurer l'influence des forces locales et de leur action à l'époque mandataire. Il y a ainsi eu, sous le mandat, un puissant mouvement national syrien ancré dans la majorité sunnite de la population, qui a essentiellement axé sa lutte contre les autorités françaises. Toutefois, ce mouvement a tenté d'asseoir l'hégémonie de Damas sur l'ensemble des territoires mandataires, manifestant un irrédentisme vis-à-vis des territoires dont la « Grande Syrie » a été amputée : le Liban, la Transjordanie et la Palestine. A ce titre, la position excentrée de la capitale syrienne dans la Syrie d'aujourd'hui rappelle avec vigueur ce qu'était la Syrie naturelle, le *bilad ach-Cham* (pays de Cham), avec Damas au centre cette fois-ci.

La Syrie : Quelles perspectives pour une sortie de crise ?

Le mouvement national syrien a amorcé aussi bien la conquête du territoire que celle de la population. Une marche en avant qui aurait dû s'achever avec l'indépendance effective du pays pendant la Seconde Guerre mondiale. Mais ce mouvement national se heurte, entre 1945 et 1946, à de grands projets collectifs nationaux qui dépassent le cadre syrien. Le projet, d'une part, de « Grande Syrie » nourri par le roi Abdallah Ier de Transjordanie et celui, d'autre part, de Croissant fertile, résultant de la fusion entre la Syrie et l'Irak. D'où l'existence d'une nouvelle ligne de fractures dans les milieux nationalistes syriens, beaucoup se ralliant à l'un de ces deux programmes. De ce fait, il est possible de parler de lutte *pour* la Syrie, le territoire étant essentiellement un enjeu plutôt qu'un acteur des bouleversements régionaux de l'époque.

La Syrie au lendemain de l'indépendance

Après l'indépendance (1946), l'année 1949 constitue une autre date clef de l'histoire nationale syrienne. Elle voit la succession de coups d'Etat militaires, lesquels sont la conséquence de la défaite arabe durant la guerre de Palestine. Ces putschs consacrent la politisation de l'instrument militaire, politisation qui n'a jamais cessé depuis. Ils ouvrent également une période d'instabilité qui donnera naissance à la tentative d'union avec l'Egypte, sous la forme de la République arabe unie. Un épisode traumatique, s'il en est, pour les Syriens entre 1958 et 1961. Le coup d'Etat qui y met fin amorce l'ascension des minorités syriennes au pouvoir, notamment celle des alaouites, bien qu'il faille se garder de schémas confessionnels simplistes.

Ainsi se pose en filigrane la question suivante : existe-t-il un complot des minorités en Syrie ? Par complot, on entend la préparation, dans les années 1940-1950, par un groupe d'individus marginalisés, d'un coup de force pour s'imposer à la tête de l'Etat. La réponse est négative. Il existe néanmoins à cette période une lutte de pouvoir au sein de l'armée qui s'apparente à une question de vie ou de mort. Le caractère impitoyable de ces querelles favorise l'émergence de groupes de solidarité élémentaire, lesquels deviennent la dynamique structurante des jeux de pouvoir dans le pays. Il y a donc une tendance à l'étrécissement de cet esprit de corps, sur une base communautaire, puis clanique. C'est ainsi que par une succession d'épurations et de coups d'Etat, les officiers sunnites et druzes sont progressivement éliminés de l'armée syrienne. Si bien qu'arrive au pouvoir, en 1970, Hafez al-Assad, de confession alaouite, ancien chef d'état-major de l'armée de l'air et ministre de la Défense.

La Syrie des Assad

Dans les années qui suivent sa prise de pouvoir, Hafez al-Assad lance un Mouvement de correction (*harakat at-tachihyya*), en opposition à la période d'extravagance des années 1960. Celui-ci passe par une ouverture économique modérée mais sensible pour la bourgeoisie, ainsi qu'une vaste législation sociale, notamment via un système de subventions aux secteurs de l'industrie et de l'agriculture. Le nouveau régime n'est pas dépourvu de toute base sociale puisqu'il s'appuie en partie sur la paysannerie. Il n'en reste pas moins un Etat sécuritaire, à tel point qu'on a parfois parlé d'Etat-*moukhabarat*, c'est-à-dire un Etat pratiquant un contrôle étouffant de la société.

Par ailleurs, trois éléments principaux sont à retenir sur la nouvelle place qu'occupe la Syrie sous la coupe des Assad : la vassalisation du Liban, péniblement acquise durant la guerre civile (1975-1991) ; le passage d'enjeu à acteur de la Syrie sur la scène régionale, notamment autour de sa capacité de nuisance ; et la constitution d'un réseau d'alliances, avec l'Union soviétique puis, après 1979, avec l'Iran et, après 1982, avec le Hezbollah, avatar de l'axe irano-syrien au Liban. Autant de paramètres décisifs pour comprendre la Syrie d'aujourd'hui et la stratégie de légitimation tournée vers l'extérieur du système Assad.

L'accession au pouvoir de Bachar al-Assad en 2000 symbolise d'abord la réussite de la transition héréditaire échaudée par son père, même si pour cela il a fallu fouler au pied la Constitution syrienne. Elle permet ensuite de conférer au nouveau régime une image réformatrice. Bien que le « printemps de Damas », qui voit fleurir la même année des nouveaux espaces de discussions, soit très vite étouffé, on continue de prêter au jeune président une volonté de rénover en profondeur l'Etat syrien. Bachar al-Assad en joue et entretient volontiers l'illusion en maquillant son discours d'objectifs réformateurs tels que la lutte contre la corruption (qui permet d'éliminer la vieille garde héritée de son père) et la refonte de l'administration pléthorique. C'est dans ce contexte que la France, désireu-

La Syrie : Quelles perspectives pour une sortie de crise ?

se de renforcer ses liens avec Damas, aide à la gestation d'une Ecole nationale d'administration en Syrie. Mais l'assassinat de Rafic Hariri en février 2005 sonne le glas de cette coopération franco-syrienne et provoque dans la foulée le retrait syrien du Liban.

En réaction à l'opposition croissante vis-à-vis de la présence syrienne au Liban, les partis pro-syriens (*Amal* et le *Hezbollah*) avaient organisé, le 8 mars 2005, des manifestations de soutien au régime syrien. C'est sur cette base que se structure le mouvement du 8-Mars, lequel permet un retour en force de Bachar al-Assad sur l'échiquier politique libanais. En outre, le président syrien a également su consolider le jeu d'alliances hérité de son père. C'est cette solidité géopolitique qui lui permet de tenir pendant la tourmente du « printemps de Beyrouth ». Ainsi de l'alliance avec Téhéran, le Hezbollah, le Hamas, la Turquie, la Russie et même la Biélorussie. Bachar al-Assad se vante alors d'être le point d'équilibre de tous ces régimes antagonistes. Notons que cette alliance d'intérêts contradictoires n'est certainement pas une alliance confessionnelle, tant les communautés les plus diverses y sont représentées. C'est avant tout une alliance anti-américaine. Impressionnante, cette architecture de légitimation sur la scène internationale a cependant éclaté avec la crise syrienne.

Les raisons profondes de la crise syrienne

Si l'on schématise à l'extrême, les événements de 2011 sont le produit de deux facteurs principaux : le néolibéralisme et le réchauffement climatique. Néolibéralisme puisque Bachar al-Assad avait adopté des recettes économiques néolibérales pour favoriser une croissance de l'économie nationale. Une méthode qui a fonctionné pendant un temps, le PIB ayant connu un taux de croissance supérieur à 5 % tout au long des années 2000. Le développement du secteur privé s'est toutefois fait au prix d'un formidable élargissement des inégalités sociales. D'une certaine manière, les recettes néolibérales ont sapé la base sociale du régime, héritée du père, qui n'a jamais bénéficié de l'ouverture de l'économie syrienne, demeurée le pré carré des proches du pouvoir. La paysannerie, tout particulièrement, a été tenue à l'écart, d'autant qu'elle avait déjà été démantelée du fait de l'exode rural, intense depuis les années 1990.

Enfin, dans la deuxième partie des années 2000, les années de sécheresse – qu'elles découlent ou non du réchauffement climatique – ont porté un coup terrible à l'agriculture syrienne, initiant des mouvements de populations importants à travers le pays qui a abouti à une fragmentation et un nouveau découpage géographique de la paysannerie. Ces deux facteurs sont décisifs pour comprendre le déclenchement du soulèvement de mars 2011. En effet, les protestations, issues des villes périphériques et de leurs banlieues, sont avant le tout fait d'anciens paysans qui constituaient le point d'ancrage du régime syrien. Ces franges marginalisées sont parmi les premières à passer dans l'opposition. Tel est le premier engrenage qui a constitué l'étincelle de la révolution syrienne, laquelle s'est aujourd'hui muée en crise internationale.



2 – Approche politique

• GENÈVE 2 : L'OPTION POLITIQUE EN PÉRIL

Manon-Nour TANNOUS,

Doctorante à l'IRSEM

Par opposition à une issue militaire considérée comme dangereuse et irréaliste, les négociations de Genève 2 ont été annoncées comme un moyen de parvenir à une solution politique pour la crise syrienne. Or, la principale conséquence de cette conférence est précisément l'évanouissement de cette solution politique. L'appellation de Genève 2 renvoie au séquençage des négociations, dont le premier épisode (appelé *a posteriori* Genève 1) désignait l'accord sur lequel se sont entendus les Etats du Groupe d'action sur la Syrie¹ le 30 juin 2012. Appelés à se réunir par Kofi Annan, envoyé spécial des Nations unies et de la Ligue des États arabes pour la crise en Syrie, ces Etats – en l'absence de représentants du régime et de l'opposition – s'étaient mis d'accord sur les principes d'une transition politique « qui réponde aux aspirations légitimes du peuple syrien et lui permette de déterminer lui-même son avenir en toute indépendance et de façon démocratique »². Par son intitulé, la conférence de Genève 2 s'inscrivait dans cette logique. Or, entre mi-2012 et janvier 2014, la crise syrienne s'est considérablement complexifiée. Kofi Annan a quitté son poste de médiateur en août 2012, dénonçant les divisions au sein du Conseil de sécurité ainsi que la militarisation du conflit. Cette dernière a permis à l'opposition d'enregistrer des victoires tactiques, avant que le rapport de force ne bascule à nouveau en faveur des forces du régime. L'attaque chimique de l'été 2013 a entraîné l'adoption de la résolution 2118, le 27 septembre 2013, permettant au régime d'échapper à une réaction militaire, cette résolution précisant toutefois que le Conseil de sécurité « Souscrit pleinement au Communiqué de Genève du 30 juin 2012 qui énonce des mesures clefs, à commencer par la mise en place d'une autorité dotée des pleins pouvoirs exécutifs qui pourrait comprendre des membres de l'actuel Gouvernement, de l'opposition ou d'autres groupes et sera formée sur la base du consentement mutuel ». Les mécanismes prévus par Genève 1 sont donc réaffirmés mais ont perdu toute corrélation avec le terrain.

Le temps écoulé entre Genève 1 et Genève 2 n'est pas sans signification. La littérature sur les négociations s'accorde à considérer que la décision de dialoguer et la recherche d'un compromis ne doivent intervenir que lorsque la victoire apparaît inaccessible à chaque partie, autrement dit lorsque le conflit est « mûr ». On parle alors d'« impasse stable »³ ou de « blocage mutuellement dommageable »⁴. La situation de la Bosnie-Herzégovine précédant les accords de Dayton de 1995 illustre la nécessité de saisir ce bref moment où chacun perçoit le dialogue comme l'ultime option. Richard Holbrooke, un des négociateurs américains des accords de Dayton, rapporte dans ses mémoires sa conviction, au 18^{ème} jour des négociations, qu'un accord était inéluctable, parce qu'il était la seule option : « There is a sense here that peace is probably inevitable because of the dangers if we fail »⁵. Or en janvier 2014, si l'opposition syrienne cherche à obtenir un substitut à une victoire militaire qui se n'est pas produite, le régime, suffisamment faible pour être obligé de se rendre à Genève, est en même temps encore assez fort pour se permettre de n'y rien céder. Par ailleurs, durant les mois précédant l'entrée en négociations, chacun fige l'autre dans une image d'ennemi absolu, incompatible avec celle d'un partenaire de négociations. Dans ce contexte, Genève 2 n'est pas « l'antonyme de la guerre mais sa pleine réalisation »⁶.

Faire avorter l'option de négociations

L'option de négociations a longtemps été envisagée avec réticence par chaque partie. C'est ce qu'illustrent la diabolisation de l'autre et certaines actions sur le terrain. Les représentations mobilisées par le régime syrien préparent le terrain à ce refus de négocier. La référence à l'opposant sous les traits d'un diable figure comme une nécessité, dans la mesure où elle permet au régime d'intégrer dans son discours ce nouvel acteur, qui dépasse son cadre conceptuel. L'opposant se donnerait donc une apparence avenante, en cachant un caractère repoussant. Cet argument est repris par Walid al-Mouallem, le ministre des Affaires étrangères syrien, à l'ouverture des négociations de Genève le 22 janvier 2014, qui accuse « des monstres déguisés en humains et qui disent se battre pour la liberté ! ». Cette diabolisation passe également par la déshumanisation. Celle-ci apparaît dès les premiers discours pro-

La Syrie : Quelles perspectives pour une sortie de crise ?

noncés par Bachar al-Assad qui qualifie ses opposants de microbes contre lesquels le pays doit s'immuniser (juin 2011) ou de marionnettes de l'Occident (janvier 2013). Ceci renvoie à un champ lexical déjà mobilisé, à huis clos, depuis les années 1980 contre les prisonniers politiques, traités d'insectes (*hasharât*)⁷. Cet ensemble de qualifications permet ensuite plus aisément de parler de « nettoyage », vocabulaire qui ne laisse que peu de place à une négociation ni à une réintégration des opposants. L'ennemi étant absolu, sa défaite devient un impératif.

Pour l'opposition, l'argumentaire fait généralement l'économie d'une telle reconstruction de l'autre pour se concentrer sur l'absence de légitimité du régime. Le maintien au pouvoir, par la coercition, de Hafez al-Assad puis de son fils depuis 1970 suffit à conclure que l'avenir de la Syrie ne doit plus dépendre d'eux. Le diable s'incarne ici dans des conceptions politiques passées, des appareils d'Etat archaïques et des alliances désuètes. « Le diable, ce sont les restes du XX^e siècle »⁸, siècle des grandes guerres et de l'avènement de régimes fondés sur des appareils répressifs. Le passage du pouvoir en 2000 de Hafez al-Assad à son fils, sans approbation populaire, ne modifie pas la donne. « L'autoritarisme absolu et répressif, et le culte de la personnalité du président demeurent les caractères distinctifs du régime »⁹. Ces caractéristiques se renforcent même à partir de mars 2011 et des premières manifestations pacifiques, que le régime réprime violemment. Émerge alors la conviction, dans l'opposition, qu'il est inconcevable de négocier avec ceux qui ont du « sang sur les mains »¹⁰. Ainsi, quand l'opposition syrienne accepte malgré tout, le 18 janvier 2014 à Istanbul, de participer à la conférence de paix de Genève 2, son président Ahmad Jarba annonce que son unique objectif est de « retirer au boucher tous ses pouvoirs ».

Or si le refus de négocier a longtemps prédominé dans chaque camp, il n'a pas le même sens. Pour le régime, négocier apparaîtrait tout d'abord comme un signe de faiblesse. La rhétorique du régime qui fait du régime syrien le « sauveur (*munqidh*) du Liban »¹¹ – depuis qu'il y est intervenu militairement en 1976 – ou encore le résistant à Israël, n'admet pas l'échec ni les concessions. Tout compromis, s'il n'apparaît pas comme un choix délibéré, risque d'apparaître comme une compromission. Par ailleurs, la négociation ne manquerait pas de correspondre à la reconnaissance d'une contestation légitime. Ce refus absolu de négocier rappelle les propos tenus par le vice-président américain après les attentats du 11 septembre 2001 avec le célèbre « We do not negotiate with evil, we defeat it »¹². Du point de vue de l'opposition, toute déclaration du régime est considérée avec méfiance. C'est ce que Pierre Grosser appelle la « dévaluation réactive »¹³ : un régime qui ment à son peuple et à la communauté internationale – la dernière preuve étant le refus de reconnaître la possession d'armes chimiques, avant d'accepter le principe de leur démantèlement – ne peut être une proposition de bonne foi. Depuis les accords de Munich signés en septembre 1938 entre l'Allemagne de Hitler, la France, le Royaume-Uni et l'Italie, le dialogue avec les tyrans est considéré comme une erreur majeure. Négocier avec un acteur « irrémédiablement hostile »¹⁴ serait inutile et surtout immoral. C'est la raison pour laquelle les statuts de la Coalition nationale syrienne proscrivent en principe tout contact avec les membres du régime syrien.

C'est donc avec une profonde répugnance que les acteurs envisagent l'entrée en négociations. Toutefois, à la fin de l'année 2013, l'option de la négociation est envisagée avec sérieux. L'accélération des événements, à quelques semaines de l'ouverture de la conférence, atteste de l'importance malgré tout accordée par les parties aux négociations. La dynamique du mois de janvier 2014 doit s'interpréter comme une volonté d'engranger des points, en vue de ces discussions. Le régime poursuit alors un double objectif : apparaître comme le gagnant sur le terrain et dissuader l'opposition de participer à Genève, afin de pouvoir l'accuser d'avoir refusé l'option politique. L'intensification de la violence doit remplir cet objectif, avec le maintien des sièges des villes et la recrudescence des bombardements, à Alep et dans la banlieue de Damas entre autres. La mise en scène politique est elle aussi au service de ce dessein, avec l'annonce de redditions de combattants repentis. Sur le plan politique enfin, l'entretien accordé par Bachar al-Assad à l'AFP le 19 janvier 2014 contient une prophétie symbolique : le président syrien annonce qu'il y a « de fortes chances » qu'il se porte à nouveau candidat aux élections présidentielles de juin 2014, déclaration assortie de la mystérieuse condition « si l'opinion le souhaite ».

Plusieurs événements permettent, parallèlement, à l'opposition de conforter sa position. Sur le terrain, les combats entre les djihadistes de l'Etat islamique de l'Irak et du Levant (*Da'ech*) et les rebelles syriens de l'Armée syrienne libre prennent une nouvelle ampleur au début du mois de janvier. Cette lutte très coûteuse en vies humaines présente le bénéfice de clarifier la position de l'opposition syrienne et de lui permettre de se rendre à Genève dans une meilleure posture. En effet, dans cette configuration, la carte de la lutte contre le djihadisme doit être portée

La Syrie : Quelles perspectives pour une sortie de crise ?

au crédit de l'ASL et donc ôtée des mains des négociateurs du régime. Par ailleurs, le 20 janvier 2014 paraît un rapport rédigé par trois anciens procureurs internationaux et basé sur 55 000 photographies d'au moins 11 000 victimes syriennes. Il accuse le régime syrien de recourir systématiquement à la torture et à l'assassinat dans ses prisons. La publication en Occident de ces informations et de ces images est pour l'opposition un moyen – pour reprendre la belle expression de Raymond Aron – « d'interdire aux régimes totalitaires le tête-à-tête avec leur peuple »¹⁵.

Faire face à l'autre

Malgré les réticences, l'objectif de la conférence de Genève 2 est de permettre un dialogue entre l'opposition syrienne et le régime. Dans cette logique, trois asymétries minent le déroulement et sapent le contenu des discussions. La première asymétrie oppose un régime habitué à négocier à une coalition faiblement institutionnalisée. Cette dernière éprouve des difficultés à faire émerger une pensée de groupe, alors que tout son dissonant est proscrié au sein du régime. La composition des délégations, censée attester de la volonté des parties de mettre en œuvre les décisions issues des négociations, témoigne de ces différences. La délégation du régime syrien est menée par le ministre des Affaires étrangères, Walid al-Mouallem. Promu à ce poste en 2006 par Bachar al-Assad, ce sunnite issu de la bourgeoisie damascène est un diplomate confirmé. Ancien ambassadeur à Washington, il est également connu des diplomaties occidentales pour sa participation aux discussions informelles en vue d'un rapprochement syro-américain en 2002 et 2003, et surtout pour son rôle de chef de la délégation syrienne au moment des négociations avec Israël dans les années 1990¹⁶. Ce parallèle permet de souligner que la délégation syrienne est conçue de la même manière pour négocier la restitution du plateau du Golan occupé par Israël, que pour résoudre la crise née des manifestations de 2011. La grille de lecture officielle reste donc celle d'un conflit contre des terroristes étrangers, soutenus par des puissances extérieures. Ce parti pris fait douter de la participation sincère du régime aux négociations¹⁷.

La délégation de l'opposition syrienne, par définition plus hétérogène, a subi dans sa composition les effets de la diabolisation de l'ennemi. Elle est le résultat de négociations internes – en vue des discussions de Genève 2 – qui ont entraîné un rétrécissement de sa représentativité. En effet, afin que l'entrée en négociations n'apparaisse pas comme une capitulation, certaines composantes de l'opposition – dont le Conseil national syrien et des représentants des Comités locaux et de l'Armée libre – avaient conditionné leur participation à l'obtention de garanties de la part de la communauté internationale sur le départ de Bachar al-Assad, garanties non obtenues. La position de la Coalition nationale syrienne, reconnue en décembre 2012 par les Amis de la Syrie comme représentant légitime du peuple syrien et titulaire du siège de la Syrie à la Ligue arabe depuis mars 2013, est différente. Le président Ahmad Jarba (emprisonné de 1996 à 1998 pour son opposition à Hafez al-Assad, puis de nouveau au début des événements en mars 2011 avant de quitter la Syrie) voit dans Genève 2 une tribune pour une opposition qui a jusqu'alors peu bénéficié de soutiens effectifs, y compris de ses alliés. C'est donc ce dernier qui mène la délégation à Genève 2. La seconde asymétrie concerne les combattants venus de l'étranger. Alors que les milices chiites sont un appel d'air pour le régime¹⁸, les groupes djihadistes apparaissent comme un fardeau pour l'opposition. Cette asymétrie résulte d'une erreur d'analyse, qui consiste à considérer que ces groupes djihadistes sunnites constituent une composante de l'opposition au régime syrien, analyse démentie par les combats de janvier 2014. Cette interprétation élude également les liens entre le régime syrien et une partie de cette mouvance dont il a favorisé l'apparition qu'il avait annoncée trop tôt. La disparition de ces groupes constituerait ainsi la perte d'un ennemi commode et fédérateur pour les dirigeants à Damas.

L'absence de réciprocité dans l'évaluation de l'intervention de ces groupes venus de l'étranger résulte de la communication du régime, qui parvient à détourner le débat sur la crise syrienne en général – et le contenu des négociations de Genève en particulier – sur le seul terrain du terrorisme. À l'attention des Occidentaux, Walid al-Mouallem déclarait à Genève : « Nous sommes ici afin de prévenir l'effondrement du Moyen-Orient, pour protéger les chrétiens du Moyen-Orient, pour mettre fin au terrorisme ». Cette stratégie relève de ce que Marwa Daoudy qualifiait – au sujet des négociations sur l'eau entre la Syrie et la Turquie – d'« emboîtement »¹⁹ (*linkage*) entre les enjeux directs et indirects de la négociation. Cet effet d'emboîtement s'effectue par « l'établissement d'un lien avec d'autres problématiques ou par l'adjonction de problématiques indirectes sur l'agenda »²⁰. À Genève, il s'agit

La Syrie : Quelles perspectives pour une sortie de crise ?

pour le régime de diluer la question de l'existence d'une opposition et de revendications émanant du peuple, dans des enjeux plus globaux sur lesquels il peut recueillir des soutiens.

La troisième asymétrie concerne la détermination des « parrains » internationaux, qui encouragent autant qu'ils contrôlent, une des deux parties. La politique velléitaire des Etats-Unis constitue un soutien incertain pour l'opposition syrienne. Par ses nombreuses hésitations, symbolisées par le discours sans effet de la ligne rouge, Barack Obama pratique sur la crise syrienne une politique de procrastination. Cette posture américaine avait été annoncée par l'un des négociateurs de Dayton : « There will be other Bosnias in our lives, different in every detail but similar in one overriding manner : they will originate in distant and ill-understood places, explode with little warning, and present the rest of the world with difficult choices – choices between risky involvement and potentially costly neglect. But if during the Cold War Washington sometimes seemed too ready to intervene, today America and its allies often seem too willing to ignore problems outside their heartland »²¹. Le manque de résolution américaine tient également à la volonté de trouver un terrain d'entente avec les Russes, comme l'illustre l'empressement à accepter l'accord sur les armes chimiques. En face, par une diplomatie de l'obstruction, Moscou parvient à enrayer la marginalisation des puissances non-occidentales dans le règlement des conflits. En bilatéralisant le conflit syrien et en le traitant avec les Américains, Vladimir Poutine obtient un sentiment d'égalité gratifiant. Outre la crainte d'un après-Assad marqué par l'islamisme politique, cette « impossibilité congénitale à accepter un rôle de *junior partner* avec quiconque »²² explique la détermination russe, alors même que le régime syrien ne satisfait pas pleinement ses attentes.

Faire de la nuisance une diplomatie

Genève 2, à l'instar d'autres négociations, répond à une logique de redistribution : ce qu'un acteur gagne, l'autre le perd. Ayant peu à perdre, l'opposition a donc fait preuve d'un engagement contraint mais sincère, et d'une relative souplesse tactique. Quant au régime, il n'a laissé à la négociation qu'une fonction utilitaire et dilatoire, la vidant de toute dimension politique. La fonction utilitaire consiste à utiliser les négociations pour faire peser sur l'opposition des pressions susceptibles d'accroître ses divergences internes. Cette pratique n'est pas nouvelle. Suite à la répression de Hama en 1982, des négociations avaient été menées entre le pouvoir syrien de Hafez al-Assad et les Frères musulmans. Le régime avait rapidement compris qu'il pourrait, par l'offre de la négociation, attiser les dissensions au sein du mouvement (notamment entre les branches de Hama et d'Alep). Des discussions furent menées de 1984 à 1987 par le chef des renseignements militaires Ali Douba, à Bonn puis à Francfort²³. Damas n'avait alors aucune intention de parvenir à un accord et ne percevait que la possibilité d'instrumentaliser le fait même d'entrer en discussion : « By proposing negotiations to the Ikhwan, the regime had achieved two goals: it has managed to re-open the painful internal debate over how the Ikhwan should best approach the Syrian Ba'ath and it had had a glimpse into how fractured and bitter the Muslim Brothers were in exile »²⁴. Trente ans plus tard, à Genève 2, si la question de l'entrée en négociations fit aussi émerger des fractures dans l'opposition, le régime ne parvint pas alors à provoquer son explosion.

La fonction dilatoire est elle aussi familière. Les négociations syro-israéliennes illustrent cette pratique. Walid al-Mouallem, chef de la délégation syrienne pour les pourparlers de paix dans les années 1990, critiquait l'empressement de Shimon Peres à conclure un accord avec la Syrie : « Il voulait, selon son expression coutumière, « voler haut et vite ». Je répondais à la partie israélienne qu'il est important de voler mais plus encore de savoir quand et où atterrir – on ne peut voler continuellement haut et vite »²⁵. Les diplomates français notent eux aussi, à l'occasion de leur intervention suite à l'opération Raisins de la Colère en avril 1996, combien la politique syrienne, « consist[e] à gérer à son rythme, lent, méthodique et parfois dilatoire, la négociation de paix »²⁶. Suivant cette logique, la négociation n'est donc, pour le régime, qu'un outil tactique.

Finalement, la principale conséquence de Genève 2 n'est pas la confirmation de l'internationalisation de la crise syrienne ni sa dilution. C'est la domination du politique par la nuisance aux dépens du processus de négociation. En ouvrant certaines options et en en écartant d'autres, c'est la nuisance qui, au lieu d'être cantonnée à un rôle d'empêcheur, mène la politique à Genève 2. Ce constat laisse apparaître un des paradoxes des négociations : « Plus un diable est petit, plus il apparaît difficile de le faire céder »²⁷. Dans la configuration de janvier 2014, le régime syrien

La Syrie : Quelles perspectives pour une sortie de crise ?

fragilisé doit être continuellement soutenu par ses alliés qui, pris en otage, ne peuvent exiger de lui des compromis qui saperaient davantage sa structure de pouvoir. Plus grave, la négociation voit simultanément son statut changer. Au lieu d'être une politique, elle est réduite au rôle d'instrument, employé par le régime à des fins de conservation. Cette évolution consacre l'inscription de la crise syrienne dans le temps long.

Conclusion

De l'ensemble de ces analyses peuvent être extraites quelques remarques sur la pertinence des négociations pour résoudre la crise syrienne. Tout d'abord, les négociations ne peuvent être menées de manière étanche, c'est-à-dire sans être assorties de pressions politiques voire d'un engagement sur le terrain. Les seuls exemples de coopération ou de recul de la part du régime correspondent à l'emploi de telles pressions : le retrait du Liban en 2005 suite à l'adoption de la résolution 1559 du Conseil de sécurité des Nations unies, ou encore l'amorce du démantèlement des armes chimiques syriennes, sous la menace d'une intervention militaire. Sans cela, la participation du régime à des négociations se réduira à faire acte de présence.

Ensuite, les négociations doivent comprendre des objectifs précis²⁸. Aussi serait-il possible, dans un premier temps, de leur conférer la fonction de définir les contours de la Syrie souhaitée : le type de régime, les garanties constitutionnelles pour les minorités, la place de la religion dans le champ politique, l'arabité ou non de l'Etat... autant d'éléments qui permettraient à l'opposition de faire connaître ses projets et de les confronter aux choix du régime actuel.

Enfin, le séquençage des négociations (Genève 1 / Genève 2) est à la fois peu stimulant et inefficace. L'idée que les différents épisodes de négociations doivent s'enchaîner, sans aboutir dans les étapes intermédiaires à des résultats substantiels, mine le contenu des discussions et favorise le désir d'engranger des points dans les périodes hors négociation. Il faudrait au contraire envisager un dialogue continu, incarné par un médiateur de haut niveau²⁹ et dont l'impartialité ne signifierait pas la neutralité. Cela devrait conduire à une refonte du cadre du dialogue lui-même, auquel devraient participer les acteurs régionaux dont le rôle a été limité à Genève 2.

Sans ces précautions, Genève 2 restera l'étape obligée pour pouvoir affirmer que l'option politique a été épuisée, en vain, ou bien ne constituera que la première phase d'une sorte de processus d'Oslo dont les limites sont désormais célèbres.

Bibliographie

¹ Le Groupe d'action pour la Syrie, présidé par Kofi Annan, comprend : les Secrétaires généraux de l'ONU et de la Ligue des États arabes, la Chine, la France, la Russie, le Royaume-Uni, les États-Unis, la Turquie, l'Irak, le Koweït, le Qatar et l'Union européenne.

² Communiqué final du Groupe d'action sur la Syrie, 30 juin 2012 : <http://www.un.org/News/dh/infocus/Syria/FinalCommuniqueActionGroupforSyria.pdf>

³ Charles Tenenbaum, « Négociations et médiations dans la résolution des conflits », in : Franck Petiteville, Delphine Placidi-Frot (dir.), *Négociations internationales*, Presses de Sciences Po, Paris, 2013, 429 p., p.272.

⁴ Guy Olivier Faure et William Zartman, « Négocier avec les terroristes ? », *Négociations*, 2011/2 n° 16, pp. 135-156, p.142.

⁵ Richard Holbrooke, *To end a war*, Random House, New York, 1998, 464 p., p.288.

⁶ Franck Petiteville, Delphine Placidi-Frot (dir.), *Négociations internationales*, op. cit., p.13.

⁷ Voir par exemple le témoignage d'Aram Karabet dans *Treize ans dans les prisons syriennes. Voyage vers l'inconnu*, Actes Sud, Paris, 2013, 208 p. L'auteur, arrêté en 1987 et qui passe au total treize ans dans les prisons syriennes, relate les consignes données à ses geôliers : « *Il ne peut pas se défendre, alors vas-y, lâche-toi, tu peux l'écraser comme un cafard* ».

⁸ Pierre Grosser, *Traiter avec le diable ? : Les vrais enjeux de la démocratie au XXIe siècle*, Odile Jacob, Paris, 2013, 365 p., p.213. L'auteur ajoute, p.215 : « *les Etats les plus dangereux aujourd'hui sont les héritiers du monde ancien : la Corée du Nord, l'Irak hier d'un Saddam Hussein qui admirait Staline, l'Iran arc-bouté sur sa souveraineté et sa souveraineté nationale [...], la Russie poutinienne [...]* ».

⁹ Henry Laurens, *L'Orient à l'heure américaine*, Armand Colin, Paris, 2005, 452 p., p.66.

¹⁰ Cette diabolisation se polarise également sur les soutiens étrangers du régime : le Hezbollah et l'Iran. Cela se traduit par le refus de voir l'Iran, qui n'accepte pas les principes de la conférence de Genève 1, participer aux négociations.

La Syrie : Quelles perspectives pour une sortie de crise ?

- ¹¹ Lisa Wedeen, *Ambiguities of domination: politics, rhetoric, and symbols in contemporary Syria*, Chicago, University of Chicago Press, 1999, 252 p., p.35.
- ¹² Pierre Grosser, « Négocier la paix au XXe siècle », in : Franck Petiteville, Delphine Placidi-Frot (dir.), *Négociations internationales, op. cit.*, p.212.
- ¹³ Pierre Grosser, « Négocier la paix au XXe siècle », *op. cit.*, p.215.
- ¹⁴ Pierre Grosser, « Négocier la paix au XXe siècle », *op. cit.*, p.212.
- ¹⁵ Raymond Aron, *Paix et guerre entre les Nations*, 1984, p.171.
- ¹⁶ Walid Al-Moallem, « Quatre années de négociation entre la Syrie et Israël », *Revue d'Etudes Palestiniennes*, Vol. 10, No. 62, hiver 1997, pp. 16-26.
- ¹⁷ Ignace Leverrier, « Syrie. La composition de la délégation du régime à Genève 2 plus riche d'enseignements que d'espoirs », 15 janvier 2014, <http://syrie.blog.lemonde.fr>
- ¹⁸ Le rôle déterminant des supplétifs chiites (milices irakiennes comme l'organisation Badr, ou libanaises, notamment le Hezbollah, ou encore la force Al-Qods iranienne) dans les contre-offensives menées par le régime qui ont permis la reprise de l'aéroport d'Alep ou encore à la prise de Qousseir. L'accès au territoire syrien leur est en outre facilité par la complicité du régime, permettant à ces combattants de rejoindre leur pays respectif avant d'intervenir à nouveau en Syrie.
- ¹⁹ Marwa Daoudy, « Une négociation en eaux troubles ou comment obtenir un accord en situation d'asymétrie », *Négociations*, 2006/2 no 6, pp. 65-81. L'auteur évoquait alors le soutien syrien au PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) entre 1984 et 1998, face à Ankara.
- ²⁰ *Ibid.*, p.69.
- ²¹ Richard Holbrooke, *To end a war, op. cit.*, p.369.
- ²² Thomas Gomart, « Politique étrangère russe : l'étrange inconstance », *Politique étrangère*, 2006/1 Printemps, pp. 25-36, p.28.
- ²³ Rapporté par Raphaël Lefèvre, « Hama and Beyond: Regime – Muslim Brotherhood Relations since 1982 », *State and Islam in Baathist Syria, Confrontation or co-optation ?*, St Andrews Papers on contemporary Syria, pp.3-28.
- ²⁴ Rapporté par Raphaël Lefèvre, *op. cit.*, p.14.
- ²⁵ Walid Al-Moallem, « Quatre années de négociation entre la Syrie et Israël », *op. cit.*, p.20.
- ²⁶ Télégramme diplomatique, 12 avril 1996.
- ²⁷ Pierre Grosser, *Traiter avec le diable ?*, *op. cit.*, p.228.
- ²⁸ Guy Olivier Faure et William Zartman, « Négocier avec les terroristes ? », *op. cit.*
- ²⁹ Cette option a été avancée par l'ancien conseiller diplomatique de Jacques Chirac et de Nicolas Sarkozy, Jean-David Levitte, « Syrie : pour une autre négociation », *Le Monde*, 1^{er} février 2014.



- **LA DIMENSION POLITIQUE DU CONFLIT SYRIEN**

Frédéric PICHON,

Chercheur associé à l'équipe Monde arabe-Méditerranée de l'Université François Rabelais de Tours

Alors que le conflit est entré dans sa quatrième année, il semble que ses enjeux politiques aient été ignorés en Occident, au profit d'une approche quasi exclusivement émotionnelle (couverture médiatique) ou pénale (condamnations et demande de saisie de la CPI). Or, le conflit peut être lu sous l'angle politique à plusieurs niveaux.

La politique est aussi la continuation de la guerre par d'autres moyens

En Syrie, Bachar al-Assad est dans une position de *za'im*, de *leader* « opérateur de la violence en vue de l'obéissance ». Et cette dimension du *leadership* (ou *za'ama* en arabe) est essentielle pour expliquer l'échec de Genève 2 : le régime a toujours refusé le départ d'Assad comme préalable à toute négociation avec l'opposition. Quant à l'opposition (Coalition nationale syrienne), officiellement adoubée en novembre 2012 à Doha par les « amis de la Syrie », elle s'interdisait dans un des articles de sa Charte d'entamer toute négociation avec le régime (article 3 : « la Coalition s'engage à n'engager ni dialogue ni négociation avec le régime »). Dialogue de sourd qui s'est traduit par l'acceptation finale de la CNS de se rendre à Genève début 2014, ce qui représentait un véritable suicide politique. Comme prévu, il n'est rien sorti de la Conférence et le régime n'a rien cédé, n'ayant en fait rien à négocier avec des interlocuteurs dépourvus d'articulation avec les éléments armés sur le terrain. Il a d'ailleurs différé l'annonce de la conclusion de trêves ponctuelles qui étaient en préparation et qui furent réalisées au printemps 2014. Pour Damas, cela signifiait clairement que la politique n'est envisageable que parce qu'elle est adossée à un rapport de force militaire. Sans rapport de force, pas de politique. L'opposition syrienne en exil, tant qu'elle ne dispose pas de leviers militaires sur le terrain ou même de la reconnaissance des groupes armés, ne peut espérer peser sur aucun processus politique avec le régime.

Mais il convient également d'évoquer le contexte géopolitique. En réalité, en l'absence d'engagement direct sur le terrain syrien, toute prétention à un changement quelconque s'apparentait depuis le début de la crise à une forme d'impuissance de la part de l'Occident, tant que cet activisme diplomatique s'en tenait à des déclarations pour le moins incantatoires, telles que la fameuse « ligne rouge » évoquée par Barack Obama en août 2012. Or le repli tactique des États-Unis a été manifeste lors de l'épisode syrien. Faut-il pour autant parler d'un déclin de la superpuissance mondiale ? Après l'engagement américain en Libye, la nécessité de « réduire l'empreinte » s'est faite très vite ressentir. L'illustration de cette nouvelle doctrine, parfois qualifiée de « *smart power* », prône une stratégie qui se veut davantage celle d'une puissance « intelligente », attentive au partenariat et à la réévaluation de certains enjeux clés comme la coopération, le dialogue et le développement. Ce concept de *smart power*, énoncé par Suzanne Nossel en 2004, fut repris par Hillary Clinton en 2009 lors de son audition devant le Sénat américain. Cette nouvelle définition de la puissance américaine est avant tout une façon de faire de nécessité vertu : la puissance ne peut s'imposer que par son adéquation au contexte. Or, quel est le contexte ? Un effacement de l'« Occident » dans un concert mondial de plus en plus multipolaire. C'est aussi l'affaiblissement de la puissance militaire par le développement des stratégies de déni d'accès, dont le poids a été important dans le cas syrien : la projection de forces se heurte à des systèmes d'armes antiaériens capables, notamment, d'infliger suffisamment de pertes pour que le conflit ne soit pas « vendable » aux opinions publiques. Ces évolutions récentes ont été brusquement mises en lumière par le conflit en Syrie. Elles semblent redessiner ce que pourrait être le monde multipolaire de demain. On ne peut s'empêcher de penser que la surprenante renonciation américaine à des frappes, même limitées, en septembre 2013, a été inspirée par ce motif. Il ne faut pas sous-estimer l'opportunité historique et stratégique que cela a constitué pour Damas. La réaction rapide du régime par l'emploi brutal de la force était prévisible dès mars 2011. A l'été 2012, comprenant qu'il ne serait pas en mesure de tenir l'ensemble du territoire, la stratégie militaire a consisté à se replier sur la Syrie « utile » qui va du littoral à Damas en passant par Homs. Mais grâce aux lignes de crédit ouvertes notamment par l'allié iranien, le régime a continué de payer les soldes et les traitements de ses soldats et fonctionnaires qui avaient dû quitter leurs postes dans les zones tenues désormais par les rebelles. Le régime combat pour sa survie et a réussi à faire de son maintien un enjeu sécuritaire. Désormais, la dimension politique de la

La Syrie : Quelles perspectives pour une sortie de crise ?

révolte est abolie : ne restent que la sécurité et les risques de la constitution d'une énième « zone grise » des confins de la Turquie à la vallée de l'Euphrate. Et l'heure des reconfigurations semble venue.

Un scénario à la Tchétchène ?

Suivant cette même logique, il est probable que les évolutions politiques du conflit passeront par des trêves ou des accords avec certains rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL), pour peu qu'ils aient tenu les armes. Et les combats qui opposent les djihadistes d'al-Nosra et certaines brigades plus « modérées » trouvent souvent leur origine dans le fait que les djihadistes craignent une défection de la part des nationalistes de l'ASL (entendus comme ayant un agenda syrien) qu'ils soupçonnent d'être plus sensibles à ce discours. De nombreuses trêves ont déjà été négociées et certains combattants rebelles ont même rejoint les Forces de Défense Nationale. Les échanges de prisonniers se multiplient, comme celui qui aboutit le 9 mars 2014 à l'échange des douze religieuses orthodoxes de Maaloula contre 150 femmes, épouses ou membres de la famille de rebelles. Plus spectaculaire encore est le cas de Homs, en mai 2014, où l'on a vu de façon très caractéristique des rebelles armés quitter la ville avec leurs armes, suite à une médiation assurée par l'ambassadeur iranien et l'ONU.

Compte tenu de tout cela, le scénario de la deuxième guerre de Tchétchénie semble constituer un modèle de ce qui pourrait advenir dans un proche avenir. A cet égard, la Syrie n'est pas l'Irak. La majorité sunnite de la population n'est pas d'un bloc contre le régime qui a su, depuis longtemps, faire d'une partie de la bourgeoisie sunnite une clientèle intégrée dans le jeu politique. L'« alaouisation » de l'administration, renforcée depuis les débuts du conflit, est un fait mais est restée sans commune mesure avec les erreurs et la politique anti-sunnite du gouvernement Maliki en Irak, lui-même contesté par sa clientèle traditionnelle chiite. La politique menée par le gouvernement syrien vise en effet à « renationaliser » la lutte, en profitant de la lassitude de certains rebelles. Elle passe par la dénonciation des « étrangers » djihadistes qui combattent en Syrie et qui sont manipulés par l'extérieur. Elle passe aussi par une politique de main tendue avec attributions de places politiques ou économiques en échange de leur inclusion dans le nouveau système. Comme en Irak, les sunnites réclament leur tour. Une fois de plus, le clientélisme peut venir en renfort du politique. Tout cela aura un coût financier évidemment et politique assurément. Et réclamera du temps. Mais une fois encore, le contexte géopolitique y est favorable. Les Etats-Unis ont été obligés de se porter au secours de l'Irak en procédant à des frappes grâce à la mise sur pied d'une coalition internationale. Mais l'Etat Islamique ne peut être vaincu uniquement par les airs. L'Iran est déjà très présent aux côtés des forces irakiennes qui ont reçu le soutien du commandant de la force Al Quds, Qassem Soleimani. La surprise géopolitique qu'a constitué l'extension des frappes au territoire syrien fait les affaires du gouvernement de Damas qui bénéficie ainsi d'un sursis. L'Iran et la Syrie sont redevenus des acteurs indispensables

Le baathisme définitivement mort

Si ce scénario se confirme, cela signifierait la fin du modèle politique du baathisme. D'abord à cause de la dissémination de l'outil militaire qu'a engendré le conflit, y compris à l'intérieur du camp loyaliste, avec notamment la mise sur pied de la Force de Défense Nationale, force supplétive composée de civils. Officiellement créée en janvier 2013, cette milice regroupe près de 50 000 combattants, pour la plupart des hommes, qui opèrent uniquement dans leurs régions d'origine (quelques centaines de femmes sont regroupées dans des unités spéciales). Cette stratégie visait à libérer les unités régulières du combat contre-insurrectionnel et à alléger la troupe, encore majoritairement composée de sunnites. La mise sur pied d'une telle force auxiliaire s'est accompagnée de distributions importantes d'armement léger. Mais ce qui est le plus lourd de conséquences politiques pour le futur est la délimitation spatiale de son action : cantonnées à leur espace de vie, ces milices affaiblissent encore la verticalité du pouvoir central, colonne vertébrale du régime, au détriment des services de renseignements. De nouvelles légitimités politiques émergeront, d'autant plus crédibles qu'elles auront pris part au combat militaire. La violence mettra des années à s'estomper tant la circulation des armes et des combattants a été intense. Elle renvoie évidemment, comme au Liban, au monopole de la violence légitime par l'Etat.

La Syrie : Quelles perspectives pour une sortie de crise ?

Mais c'est surtout le modèle politique unitaire lui-même qui a été profondément ébranlé par la crise. Après l'abrogation de la loi d'urgence en 2011, la fin du Parti unique en 2012, on voit mal ce qui pourra subsister du dessein de Michel Aflaq : les circonstances voient déjà de fait la Syrie se morceler en zones bien individualisées, parfois à base ethnique, dans un contexte de violence de basse intensité. Or la Syrie est-elle gouvernable dans un contexte d'autonomies locales ? En réalité, le baathisme est déjà mort. Au sein même de l'appareil politique du régime comme chez les rebelles, seulement ceux qui auront entretenu une force militaire exerceront les responsabilités dans la Syrie de demain, marginalisant les civils et les opposants pacifiques. Le slogan entendu dans certains villages alaouites au début du conflit pourrait refaire surface : « *Bashar ilal iyada wa Maher ilal kiyada* » (« Bachar à la clinique, Maher au pouvoir »)... Faute d'avoir eu une vision politique du conflit, l'Occident n'a pas eu de prise sur les événements. L'avenir de la Syrie sera donc d'autant plus complexe à déchiffrer pour lui, mais il lui faudra bien faire avec.



3 - Approche géopolitique

• LA RÉVOLUTION SYRIENNE PHAGOCYTÉE PAR LE JEU DES PUISSANCES

Karim Emile BITAR,

Géopolitologue et consultant,

Directeur de recherche à l'IRIS et directeur de la revue L'ENA hors les murs

Cette contribution reprend et développe des arguments tirés de quelques articles que j'ai publiés durant ces derniers mois, parus notamment dans *Le Monde diplomatique* et la revue *Confluences Méditerranée*¹. Elle se focalise sur les enjeux géostratégiques mais il est important de commencer par rappeler que la révolution syrienne trouve ses sources profondes dans des considérations qui relèvent d'abord et surtout de la politique intérieure syrienne, et notamment dans des revendications politiques et socio-économiques, infiniment légitimes, émanant de vastes franges de la population syrienne.

L'autoritarisme qui perdure depuis plus de quarante ans, l'institutionnalisation de la torture, la dislocation du marché du travail, la paupérisation des ruraux frappés de plein fouet par la sécheresse et par les réformes néolibérales, sont autant de facteurs qui permettent d'expliquer une révolte qu'il serait foncièrement injuste de réduire à sa seule dimension géopolitique. Il n'en reste pas moins que dès le mois de novembre 2011, à la faveur de la militarisation de la révolution et de l'interventionnisme croissant des puissances régionales, la révolution syrienne fut phagocytée par le jeu des puissances, devenant un conflit international majeur qui se décline en une série de guerres par procuration, lesquelles risquent aujourd'hui de déstabiliser plusieurs pays voisins. La révolution syrienne est la plus complexe et la plus multidimensionnelle de toutes les révolutions arabes. Elle est aussi celle qui est le plus susceptible d'avoir de dangereuses ramifications régionales et internationales.

Pour tenter de couvrir les différents aspects de la dimension géopolitique du conflit syrien, **je commencerai** par évoquer les stratégies des différentes puissances, et les logiques qui les amènent à intervenir (ou à ne pas intervenir) en Syrie. **J'évoquerai** ensuite les risques de déstabilisation régionale et la situation des pays voisins, notamment celle de l'Irak et du Liban. Le contexte général est celui d'un Moyen-Orient profondément bouleversé par les effets conjugués des révolutions arabes et de l'invasion américaine en Irak, sur fond de réactivation des solidarités tribales, ethniques et communautaires transnationales, de nette résurgence du phénomène de l'*asabiyya* (esprit de corps, solidarité mécanique) et d'affaiblissement marqué des autorités étatiques centrales, concurrencées aussi bien en Syrie qu'au Liban et en Irak, et désormais toutes clairement incapables d'asseoir leur autorité sur l'ensemble de leur territoire. Un siècle après le déclenchement de la Première Guerre mondiale, les désintégrations actuelles représentent peut-être l'ultime acte d'un vieux problème, celui de la « longue agonie » et de l'« impossible succession de l'empire ottoman »².

Traumatismes historiques

S'il est une constante dans l'histoire des pays du Levant, c'est que les aspirations des peuples à la liberté et à l'émancipation se sont heurtées à la *realpolitik* et ont été sacrifiées sur l'autel des intérêts géostratégiques des puissances. L'expédition d'Égypte de Bonaparte en 1798 fut le point de départ d'une longue confrontation entre les puissances coloniales française, britannique et allemande, sur le territoire d'un empire ottoman déclinant. L'échec du siège de Saint-Jean-d'Acre empêchera la prise de Damas, mais le bras de fer entre les puissances se poursuivra tout au long du XIX^e siècle. Les affrontements communautaires au Mont-Liban, à Damas et à Alep, entraîneront une intervention des puissances européennes lesquelles, à travers la désormais classique et pérenne « clientélisation des communautés »², parviendront à imposer leurs volontés à une Sublime Porte affaiblie. Le principal traumatisme de l'histoire syrienne interviendra toutefois à la fin de la Première Guerre mondiale. Incité à se révolter contre les Turcs par Laurence d'Arabie³ et surtout par une lettre assez explicite envoyée par le haut-commissaire Henry McMahon au chérif Hussein de la Mecque et promettant la création d'un royaume arabe unifié, le peuple syrien assista impuissant à la trahison de ces promesses, contredites aussi bien par les accords Sykes-

La Syrie : Quelles perspectives pour une sortie de crise ?

Picot que par la déclaration Balfour. S'ensuivit le morcellement de la Syrie en quatre mini-Etats puis, en 1939, la cession par la France du Sandjak d'Alexandrette à la Turquie, pour s'assurer de sa neutralité dans la Seconde Guerre mondiale. A peine la Syrie avait-elle retrouvé son unité, obtenu son indépendance et après un bref intermède démocratique, est intervenu le coup d'Etat de 1949, premier d'une longue série, lorsque le colonel kurde Husni El Zaim, ancien officier de l'armée coloniale française, démettra le président Shukri Al Kouatli. On apprendra plus tard que ce premier coup d'Etat militaire dans le monde arabe avait été préparé par l'ambassade américaine et la CIA⁴, qui avaient instrumentalisé et pénétré certains partisans du pansyrianisme.

Ces quelques éléments historiques, parmi beaucoup d'autres, permettent de mieux comprendre le nationalisme sourcilieux qui règne aujourd'hui en Syrie et la méfiance viscérale et légitime vis-à-vis des manigances des puissances. Aussi, confronté à une vaste révolution populaire spontanée et initialement pacifique, dans la directe lignée des révolutions tunisienne et égyptienne, le régime de Bachar al-Assad va s'appuyer, pour tenter de légitimer une répression d'une indicible brutalité, sur une stratégie discursive jouant en permanence sur cette fibre nationaliste et sur un anti-impérialisme surjoué.

L'anti-impérialisme ou le grand alibi

La grandiloquente rhétorique anti-impérialiste du régime, qui lui a permis de conserver le soutien de certaines mouvances nationalistes autoritaires et d'une partie minoritaire de la gauche arabe⁵, n'est pourtant guère difficile à déconstruire. Pendant quatre décennies, nonobstant tous les discours officiels sur la résistance et l'impératif de la *Mumana'a*, le plateau du Golan fut un oasis de stabilité, la frontière israélo-syrienne remarquablement calme et toute velléité citoyenne de résistance à l'occupation fut tuée dans l'œuf par le régime. En 1976, c'est avec un feu vert américain et un accord tacite israélien que l'armée syrienne est intervenue au Liban pour empêcher une victoire de la coalition dite « islamo-progressiste ». En 1977, l'assassinat de Kamal Joublatt, le *leader* de cette coalition, est largement attribué à Damas. En 1982, face à l'invasion israélienne du Liban, la Syrie se contente du service minimum. En 1991, le contingent syrien est l'un des plus grands contingents arabes parmi les forces de la coalition formée par les Etats-Unis pour chasser Saddam Hussein du Koweït. La Syrie obtiendra en contrepartie un contrôle total du territoire libanais. Durant la « guerre globale contre le terrorisme » des années 2000, la Syrie participera sans état d'âme au programme de sous-traitance de la torture de l'administration Bush-Cheney. Le régime syrien n'interrompra pas ses négociations avec Israël, même durant la guerre au Liban de juillet 2006. Même après le déclenchement des révolutions arabes, la Syrie d'Assad appuiera, saluera et légitimera l'écrasement par l'Arabie saoudite de la révolution du Bahreïn. Il semble donc qu'au-delà de toute considération idéologique, c'est surtout la volonté de se maintenir au pouvoir et de pérenniser la domination de la *asabiyya* dominante depuis 1970 qui offre une clé de compréhension de l'attitude du régime syrien.

Révolution populaire et guerres par procuration se superposent

L'erreur majeure d'appréciation de Bachar al-Assad, apparente dès son entretien accordé au *Wall Street Journal* le 31 janvier 2011, fut de penser que sa politique étrangère lui fournirait une immunité et le prémunirait contre la vague révolutionnaire touchant le monde arabe. Quand bien même son supposé anti-impérialisme eût été perçu comme réel et sincère par son opinion publique, cela n'aurait nullement tempéré une révolution motivée essentiellement par des considérations internes. La situation socio-économique était déplorable (sur 300 000 Syriens arrivant chaque année sur le marché du travail, seuls 8 000 décrochaient un contrat de travail formel⁶). Des réformes néolibérales avaient été imposées brutalement, avaient transformé les monopoles publics en monopoles privés et avaient fait naître un capitalisme des copains et des coquins dont ont profité abusivement les membres du clan Assad (notamment les cousins Rami Makhoul et Zou Al Hima Shalish), désormais à la tête de fortunes mirobolantes. Sans oublier un état d'urgence en vigueur depuis 1963 et étouffant toutes les libertés, aggravé par l'institutionnalisation de la torture érigée en mode de gouvernement et de domestication des masses.

Il serait intellectuellement malhonnête de nier le caractère spontané et légitime de la révolution syrienne, de même qu'il serait naïf de prendre pour argent comptant la rhétorique anti-impérialiste du régime. Pour autant, ce se-

La Syrie : Quelles perspectives pour une sortie de crise ?

rait faire preuve d'aveuglement que de ne pas admettre que cette révolution fut rapidement phagocytée par le jeu des puissances et que le territoire syrien est rapidement devenu un champ de bataille où ces dernières se livrent une série de guerres par procuration ayant peu à voir avec les revendications initiales du peuple syrien. Ainsi, les deux narratifs prédominants, celui d'une révolution populaire syrienne et celui d'un conflit géopolitique international, ne sont pas du tout mutuellement exclusifs : ces dimensions sont toutes les deux simultanément présentes depuis le début, même si la première a prédominé entre mars et octobre 2011 et que la deuxième est devenue étouffante à partir de juillet 2012.

Les raisons du soutien russe et iranien

Le pays s'étant montré le plus déterminé dans son soutien au régime d'Assad fut la Russie de Vladimir Poutine, qui est allée jusqu'à utiliser à trois reprises son droit de *veto* au Conseil de sécurité de l'ONU⁷. De nombreuses explications ont été apportées à ce positionnement russe, qui ont toutes leur importance, sans qu'aucune ne soit pleinement satisfaisante. D'abord, des relations bilatérales solides établies dès les années 1950 et ininterrompues, puisque la Syrie, contrairement à l'Égypte de Sadate, n'a jamais rompu les amarres avec le bloc soviétique : plusieurs dizaines de milliers de binationaux, de couples mixtes ou d'expatriés, des relations économiques solides puisque les exportations russes étaient supérieures à \$ 1.1 milliard en 2010 et que les investissements russes en Syrie s'élevaient cette année-là à près de \$ 20 milliards. Ensuite, des ventes d'armes importantes pour la Russie, non pas tant par les sommes perçues (la Syrie est un mauvais payeur notoire et la Russie doit souvent renégocier ou effacer la dette), mais parce qu'elles permettent aux Russes de tester la fiabilité de leurs armements et de démontrer à d'autres clients prospectifs la crédibilité d'un marchand d'armes qui n'interrompt pas ses livraisons lors des premières protestations⁸. Avec \$ 4 milliards d'achat en 2011, la Syrie n'est que le septième client de la Russie, devenue l'un des principaux exportateurs mondiaux d'armements. Quant à la base militaire de Tartous, seule base russe en Méditerranée, il s'agit essentiellement d'une base de ravitaillement dont l'importance a été quelque peu surestimée, même si elle est psychologiquement importante compte tenu du fait que l'accès aux mers chaudes est, depuis Pierre le Grand, l'une des grandes obsessions des stratèges russes, et que les révolutions colorées dans le Caucase sont venues réveiller leurs craintes d'être privés d'accès à des bases maritimes. La question énergétique est également un des facteurs d'explication du soutien russe, Vladimir Poutine ayant intérêt à maintenir la dépendance de l'Europe vis-à-vis de la Russie, et de limiter le développement d'approvisionnements alternatifs à travers la Turquie, la Géorgie, ou le Qatar. La Russie cherche de surcroît à se poser aujourd'hui, comme la France du XIX^{ème} siècle, en protectrice des églises chrétiennes d'Orient. La Syrie compte aujourd'hui près d'un million de chrétiens (4.6 % de la population⁹, dont 52% de grecs orthodoxes). La nouvelle alliance du trône et de l'autel qui semble se dessiner en Russie entre le tandem Poutine / Medvedev et le patriarche Kirill I peut expliquer la prise en compte grandissante des intérêts de l'Église orthodoxe de Syrie, dont la hiérarchie est réputée proche du régime syrien. En outre, la Russie estime avoir été flouée, sur le dossier libyen, par l'interprétation extensive, sinon abusive, de la résolution 1973 de l'ONU par les occidentaux. Au-delà de tous ces facteurs, la fermeté de la Russie s'explique probablement aussi par le fait que Vladimir Poutine observe les événements syriens à travers le prisme de la Tchétchénie. Il voit les révolutions arabes comme étant essentiellement des révolutions islamistes qu'il s'agit de stopper avant qu'elles n'atteignent le Caucase ou ne donnent des idées aux opposants russes. Il n'y voit aucunement des aspirations à la liberté ou à la démocratie. En cela, il rejoint l'analyse des droites dures européennes, ce qui explique que l'on retrouve côte à côte des proches du Front National et des amis de la Russie parmi les ultimes soutiens de Bachar al-Assad.

Le soutien de l'Iran est plus aisément compréhensible puisqu'il s'agit pour le régime iranien de protéger son seul allié arabe et d'assurer la pérennité des canaux d'approvisionnement du Hezbollah libanais. Loin d'être uniquement tactique, l'alliance irano-syrienne est un pacte stratégique de longue durée, forgé en 1980, peu après la révolution iranienne, à une époque où Hafez al-Assad était isolé et souffrait de ses mauvaises relations avec le frère ennemi baathiste irakien Saddam Hussein et avec l'OLP de Yasser Arafat. Cette alliance a survécu à d'intenses pressions, notamment durant la guerre Iran-Irak de 1980-1988, et les multiples tentatives ultérieures d'éloigner la Syrie de l'Iran ont été couronnées d'échec. Aussi, dès le déclenchement de la révolution syrienne en mars 2011, l'Iran a pesé de tout son poids pour soutenir Assad et n'a pas rechigné à lui ouvrir, en janvier 2013, une ligne de crédit d'un milliard de dollars, malgré la difficile situation économique intérieure d'un pays asphyxié par les sanctions. Téhéran

La Syrie : Quelles perspectives pour une sortie de crise ?

a également dépêché sur place des cadres appartenant aux gardiens de la révolution, tandis que des combattants du Hezbollah et des milices chiites irakiennes comme *'Asaib Ahl Al Haqq* s'engageaient aux côtés du régime.

La Turquie, le Qatar et l'Arabie Saoudite en pointe

Parallèlement à ce soutien russe et iranien au régime de Damas, les trois principales puissances sunnites de la région, la Turquie, le Qatar et l'Arabie Saoudite, n'ont pas ménagé leurs efforts pour soutenir les rebelles syriens. Après avoir brièvement tenté de concilier les intérêts du régime syrien et ceux des Frères musulmans, la Turquie a dit clairement sa volonté de faire chuter Assad. Pour les deux pays du Golfe, il s'agit essentiellement de rogner les ailes de Téhéran, devenu l'ennemi numéro un. Lorsque la vague des révolutions arabes a touché le Bahreïn voisin, le Qatar et l'Arabie Saoudite ont mis en sourdine leur vieille rivalité mimétique et ont joint leurs efforts pour préserver leurs intérêts communs. Chassez le naturel, il revient au galop et moins de deux ans plus tard, les tensions entre les deux pays sont réapparues. Lors du déclenchement de la révolution syrienne, le Qatar avait pris les devants et s'était rapidement impliqué dans le soutien aux Frères musulmans syriens, comme il l'avait fait avec les Frères tunisiens ou égyptiens. Selon le *Financial Times*¹⁰, le Qatar avait déjà dépensé, en mai 2013, \$ 3 milliards pour soutenir les rebelles. L'Arabie Saoudite, d'abord soucieuse d'éviter la contagion, s'est initialement montrée timorée et s'est efforcée de calmer sa situation interne, en débloquant notamment plus de \$ 135 milliards destinés à acheter la paix sociale en favorisant divers projets de développement. Ce n'est que quelques mois plus tard que l'Arabie saoudite a jeté ses forces dans la bataille syrienne, et sa méfiance naturelle vis-à-vis des Frères musulmans l'a conduite à soutenir plutôt les mouvements salafistes. Lorsqu'il a fallu nommer un premier ministre par intérim, le Qatar est passé en force et a favorisé la nomination de Ghassan Hitto, Syrien du Texas réputé proche des Frères. Les Saoudiens n'ont guère apprécié le procédé et ont, quelques mois plus tard, repris en main le dossier syrien, ce qui s'est traduit notamment par le remplacement de Hitto par Ahmed Jarba, très proche de la monarchie saoudienne.

Hésitations israéliennes, embarras de Washington et retournement français

Pour Israël, le régime syrien fut longtemps un moindre mal, le garant de la sécurité de la frontière et du respect des lignes rouges. La position israélienne a quelque peu évolué suite à la guerre de juillet 2006 lorsqu'il est apparu que le soutien syrien avait joué un rôle décisif pour permettre au Hezbollah de résister. Au fur et à mesure que les tensions avec l'Iran allaient croissantes, le régime syrien, allié fidèle de Téhéran, devenait problématique pour Israël. Deux écoles de pensée semblent coexister aujourd'hui dans les milieux favorables à Israël. Si Dennis Ross est favorable à une intervention américaine contre la Syrie, le très radical Daniel Pipes préférerait qu'Israël soutienne Assad et favorise la prolongation du conflit syrien. L'ancien patron du Mossad Efraïm Halevy¹¹ estime qu'à ce jour, Assad reste préférable à l'alternative et va jusqu'à qualifier le président syrien d' « homme d'Israël à Damas. »

Les hésitations d'Israël viennent ajouter à la confusion qui règne à Washington, où Barack Obama, échaudé par l'expérience irakienne, résiste aux pressions des milieux interventionnistes toujours influents. La solution idéale pour Washington serait de voir Assad quitter le pouvoir tout en préservant l'ossature du régime. Mais rien ne dit qu'une solution à la yéménite pourrait être acceptée par l'opposition syrienne, après un bilan humain aussi lourd. Quant à la France, après avoir longtemps été en pointe et annoncé la chute imminente de Bachar al-Assad, sa position a semblé nettement en retrait suite à l'annonce du rapprochement américano-russe. Craignant sans doute de se retrouver isolée diplomatiquement, elle a commencé à vanter les mérites d'une solution politique, jusque-là déniée, sinon rejetée.

Ce qu'il ressort de l'étude du comportement des puissances face à la crise syrienne, au-delà des intérêts permanents et d'un cynisme à toute épreuve, c'est en tout cas l'absence de toute « planification » contrairement à des idées souvent répandues au Moyen-Orient. Les puissances ont souvent tergiversé, navigué à vue et changé leur fusil d'épaule en cours de route. On pense à la réponse du premier ministre britannique Harold Macmillan à un journaliste qui lui demandait ce qui déterminait les politiques des gouvernements : « Events, my dear boy, events... » Quels que soient les événements des mois qui viennent, les enjeux syriens sont d'une telle importance

qu'il y a fort à parier que les intérêts essentiels de chacune des puissances mentionnées seront, au bout du compte, préservés. Seul l'intérêt du peuple syrien aura été passé par pertes et profits.

Les risques de déstabilisation des pays voisins

Le discours dominant a longtemps considéré, non sans raison, que le Liban était le pays le plus menacé par une extension du conflit **syrien**, en raison de l'intense polarisation qui marque la vie politique libanaise et de l'afflux massif des réfugiés syriens (plus d'un million officiellement inscrits au mois d'avril 2014, 1,5 million au total selon des chiffres officiels dignes de foi¹²). Mais cette focalisation sur le Liban¹³, bien que compréhensible, vient souvent faire oublier que la situation politique et sécuritaire en Irak est nettement plus dégradée, puisque des voitures piégées et des attentats en série continuent de coûter la vie à une centaine d'Irakiens tous les mois, sur fond de guerre civile à peine larvée, d'affrontement saoudo-iranien, d'intenses tensions communautaires et de retour d'un autoritarisme débridé du fait d'un Nouri al-Maliki de plus en plus irascible¹⁴.

Irak : l'impuissance des autorités conjurée par un autoritarisme sur-joué

Une nouvelle phase de l'histoire du Moyen-Orient s'est ouverte en Irak en mars 2003, suite au renversement de la dictature de Saddam Hussein par l'invasion anglo-américaine. Cette nouvelle phase est loin d'être terminée, tant l'onde de choc provoquée par cette guerre continue de se faire sentir du Golfe jusqu'à la Méditerranée et au-delà. Outre ses conséquences humanitaires, le principal effet politique de cette guerre a été la rapide résurgence de la communauté chiite irakienne. Rappelons que les premières manifestations de masse qui se déroulèrent en Irak suite à la chute de Saddam Hussein scandaient le slogan : « Non à l'Amérique, non à Saddam, oui, oui à la Hawza.¹⁵ » Ce retour en force de la communauté chiite irakienne, assez largement majoritaire dans le pays, a naturellement induit une remarquable montée en puissance de l'Iran sur le plan géopolitique, à travers les liens historiques, culturels et religieux entre les clergés chiites des deux pays, nonobstant les susceptibilités entre les autorités de Najaf (Irak) et celles de Qom (Iran). Tant et si bien que l'ancien Premier ministre par intérim, le chiite « laïque » et ancien baasiste Iyad Allawi, va jusqu'à dire que son pays est aujourd'hui devenu non seulement un « Etat failli », mais aussi une « colonie iranienne »¹⁶. Ce renforcement de leur influence en Irak a permis aux Iraniens de s'ouvrir sur la Méditerranée, puisque la chute du « verrou sunnite » irakien leur offrait désormais une belle continuité territoriale à travers leur alliance stratégique avec le régime syrien, scellée dès 1980, et leur soutien au Hezbollah chiite libanais. Il n'en fallait pas plus pour susciter les angoisses des régimes sunnites pro-américains de la région. Le roi Abdallah de Jordanie agite rapidement le chiffon rouge du « croissant chiite » (2004), le thème est repris par l'égyptien Hosni Moubarak, alors que les Saoudiens lancent quant à eux une vaste contre-offensive visant à endiguer l'influence iranienne sur les territoires irakien et libanais.

La révolution syrienne de 2011 éclate donc à un moment où les tensions régionales entre sunnites et chiites sont déjà très intenses, suite à plusieurs années de guerre civile en Irak¹⁷ et de confrontation politique irano-saoudienne sur plusieurs autres terrains régionaux. Si le Qatar, puis quelques mois plus tard l'Arabie Saoudite se sont engagés si frontalement dans le combat visant à faire chuter le régime syrien de Bachar al-Assad, c'est en grande partie avec pour objectif de priver l'Iran de son principal allié arabe, dans l'idée de récupérer en Syrie ce qu'ils avaient perdu en Irak, si toutefois l'on raisonne en termes purement communautaristes.

C'est là que le bât blesse et ce sont précisément ces logiques sectaires, prégnantes aussi bien dans le camp iranien que dans le camp saoudien, qui ont favorisé l'éclatement de l'Irak et la montée en puissance de Daech. Depuis plusieurs années, certains peinaient à sortir d'une logique purement revancharde et rêvaient d'une « restauration sunnite simultanée » à Bagdad et à Damas¹⁹. Le maintien au pouvoir d'Assad démultipliait le sentiment de frustration sunnite à l'échelle régionale.

Les médias occidentaux avaient eu tendance à oublier l'Irak après le retrait des Etats-Unis, mais il n'en reste pas moins que la situation irakienne était déjà potentiellement bien plus explosive que la situation libanaise. Au Liban s'est créée de facto sur le terrain une sorte de délimitation des influences et un esprit de dissuasion entre les com-

La Syrie : Quelles perspectives pour une sortie de crise ?

munautés sunnite et chiite, lesquelles sont relativement de même importance numérique, chacune sachant intérioriquement qu'elle ne pourra guère s'imposer unilatéralement et dicter ses conditions à l'autre. Cet équilibre dissuasif n'a pu se mettre en place en Irak, puisque certains représentants politiques de la communauté chiite estimaient que, compte tenu de leur poids démographique et des discriminations subies pendant des décennies, il était naturel qu'ils exercent aujourd'hui le pouvoir sans trop chercher à accommoder les intérêts et à soulager les angoisses des autres communautés.

Cette « sur-extension » du pouvoir de Nouri Al Maliki a suscité en retour de fortes crispations sunnites, notamment dans les provinces de Nineveh et d'Al Anbar, où beaucoup ont commencé à entretenir l'idée de la création d'un « Etat de l'Ouest Irakien » (State of Western Iraq). Les autorités centrales se sont donc trouvées considérablement affaiblies et c'est ainsi que l'EIL a pu monter en puissance. L'activisme et l'autoritarisme de Nouri Al Maliki peuvent donc être lus comme une réaction à sa crainte de l'impuissance, qu'il s'est efforcé de conjurer par une puissance sur-jouée. Cette hantise de l'affaiblissement du pouvoir central fut renforcée par son incapacité à mater les premières percées de l'insurrection salafiste de « l'Etat Islamique en Irak et au Levant » (EIL), ainsi que par l'autonomie croissante du Gouvernement Régional du Kurdistan. Ce dernier attire aujourd'hui dans ses régions 49 % du total des investissements étrangers en Irak, et ne prend parfois même plus la peine de consulter Bagdad avant de signer de grands contrats pétroliers.

Tous ces facteurs compliqueront considérablement la tâche de ceux qui s'efforcent de favoriser des politiques plus inclusives, de transcender les clivages ethniques et communautaires et de reconstruire un Etat central irakien un tant soit peu solide et impartial. Tout indique au contraire que l'Irak des dix prochaines années continuera de payer le prix des dislocations du système étatique engendrées par les événements de ces dix dernières années, et que des acteurs transnationaux tel l'EIL continueront de jouer un rôle considérable, alors même que l'influence de ce type de mouvances avait décliné entre 2008 et le début de la révolution syrienne. Les événements en Syrie risquent donc de démultiplier les forces centrifuges et de mettre un terme à la possibilité pour l'Irak d'avancer vers un système fédéral sans tomber dans la partition. Les faits accomplis dans la région kurde sont de surcroît rendus encore plus irréversibles par le succès de la coopération (certains parlent de véritable « intégration économique ») entre la Turquie et les zones kurdes du Nord de l'Irak.

Liban : approfondissement des lignes de faille

Sur la scène libanaise, la guerre en Syrie a produit des effets en partie similaire, avec un approfondissement considérable des clivages préexistants et une polarisation de plus en plus marquée entre un camp dirigé par le Hezbollah, favorable au maintien au pouvoir de Bachar al-Assad, et un camp majoritairement sunnite qui ne cache pas son soutien aux rebelles syriens. Nonobstant leurs dénégations respectives, les deux parties libanaises se sont rapidement impliquées dans la guerre syrienne, mais à des degrés différents et chacune à sa manière. Après avoir maintenu une certaine réserve et être resté dans une perspective « attentiste » durant les premiers mois de la révolution syrienne, Saad Hariri, chef de file du camp du 14-Mars, a clairement pris parti en faveur de la révolution syrienne dès l'automne 2011, au moment où l'Arabie Saoudite décidait de s'engager pleinement dans l'affrontement avec Assad. Ce soutien du Courant du Futur aux rebelles syriens n'a toutefois pas pris la forme d'un engagement militaire direct, mais plutôt d'un soutien financier et logistique transfrontalier, avec la formation d'un bureau de coordination basé en Turquie et dirigé par un député libanais proche de Saad Hariri et des Saoudiens. Quant au Hezbollah, son engagement dans la guerre syrienne interviendra quelques mois plus tard, mais sera beaucoup plus massif et ouvertement proclamé. Il s'agira d'un engagement militaire décomplexé, assumé et revendiqué, qui viendra accroître exponentiellement l'exaspération de la communauté sunnite libanaise à l'encontre du mouvement chiite. Les efforts du Hezbollah en Syrie sont étroitement coordonnés par les Gardiens de la Révolution iranienne, qui reconnaissent y avoir envoyé des « formateurs »²². Des éléments de la milice chiite irakienne connue sous le nom de *'Asaib Ahl Al Haqq*, mouvance radicale issue du mouvement sadriste et proche de Téhéran, combattent également aux côtés du Hezbollah. Au-delà des sentiments de solidarité communautaire, l'implication des deux camps libanais en Syrie est donc l'une des ramifications de leur appartenance (ou inféodation) à l'un des deux grands axes régionaux, dominés respectivement par l'Arabie Saoudite et l'Iran.

La Syrie : Quelles perspectives pour une sortie de crise ?

Les deux parties libanaises semblent toutefois préférer s'affronter indirectement sur le territoire syrien plutôt que directement au Liban²³, précisément parce que les deux camps savent qu'ils sont de force quasiment égale et que tout affrontement se ferait au détriment des deux parties. Certes, le Hezbollah dispose d'un arsenal militaire lui assurant une suprématie absolue, mais il a vite appris que, selon la vieille formule de Talleyrand et de Bonaparte, « on peut tout faire avec des baïonnettes, sauf s'asseoir dessus ». Ce qui revient à dire, dans le contexte communautaire libanais, que la suprématie militaire ne saurait se transformer en victoire politique sur la durée, tant les barrières confessionnelles rendent impossible toute avancée ou sur-extension de tel ou tel camp.

Il n'en reste pas moins que, comme en Irak, la guerre en Syrie vient décupler le sentiment d'humiliation et le ressentiment présents dans la communauté sunnite libanaise, ce qui profite aux courants salafistes qui ont consolidé leurs assises, notamment dans les grandes villes sunnites de Beyrouth, Saida et surtout Tripoli. Dans cette ville septentrionale, des manifestations salafistes ont lieu de façon quasi-quotidienne, appelant à la vengeance contre Bachar al-Assad, à quelques ruelles à peine du quartier alaouite. Des affrontements armés assez violents ont affecté, pendant plusieurs mois, les quartiers sunnite de Bab El-Tejbané et alaouite de Jabal Mohsen, lesquels sont séparés par une étroite rue, qui s'appelle, ironie de l'histoire, « la rue de Syrie ». Cette rue est devenue emblématique d'un pays profondément divisé autour de la question syrienne et susceptible de voir cette polarisation dégénérer à tout moment en affrontement communautaire.

En dépit de tous ces facteurs de déstabilisation potentielle, le Liban n'a pas encore basculé dans la guerre civile, d'abord parce qu'il a développé au fil des ans d'assez « remarquables mécanismes d'adaptation »²⁴, mais sans doute aussi en raison d'un consensus régional et international préférant, du moins pour le moment, préserver le Liban de la guerre syrienne. La présence d'un nombre impressionnant de réfugiés syriens est souvent présentée comme une bombe à retardement ou comme un « danger existentiel qui menace l'unité libanaise²⁵ », selon l'expression du président libanais Michel Sleimane. Ninette Kelly, la représentante au Liban du Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) a signalé quant à elle qu' « il ne s'agit pas seulement d'une tragédie personnelle mais aussi d'un terrible fardeau pour le Liban, qui accueille désormais le plus grand nombre de réfugiés par habitant au monde²⁶ ». Mais d'autres, plus cyniques, soulignent que l'accueil par le Liban d'un tel nombre de réfugiés évite que ces derniers ne s'orientent vers les rivages européens, ce qu'ils ne manqueraient pas de faire, aux côtés de beaucoup de Libanais, si le Liban devait à son tour sombrer dans la guerre. Ce serait donc là l'un des facteurs permettant de comprendre l'attachement de la « communauté internationale » au maintien de la paix civile au Liban.

Jordanie : ambiguïtés et fragilités

Moins souvent évoquées que l'impact de la crise syrienne sur l'Irak et le Liban, les répercussions de la guerre en Syrie sur la fragile monarchie jordanienne sont également considérables. L'attention des médias internationaux s'est surtout portée sur le camp de réfugiés de Zaatari, mais la majeure partie des 600 000 réfugiés syriens que comptait la Jordanie en mars 2014 vivaient plutôt dans des zones urbaines, et notamment dans les villes septentrionales de Mafraq et de Ramtha²⁷, ce qui a provoqué, comme au Liban, une flambée des prix des loyers, une sur-saturation des écoles publiques et une montée de la xénophobie. Mais au-delà de l'impact de la crise syrienne sur l'économie, la société et les infrastructures jordaniennes, se pose au royaume hachémite un véritable problème politique comme en témoigne la position officielle, marquée par de nombreuses oscillations qui illustrent la nervosité et les angoisses jordaniennes. Le roi de Jordanie avait certes été l'un des premiers *leaders* arabes à demander à Bachar al-Assad de quitter le pouvoir, mais il a ensuite adopté une attitude plus ambiguë, évitant, contrairement à la Turquie, à l'Arabie Saoudite et au Qatar, de hausser le ton et de s'impliquer militairement en Syrie, mais tout en accueillant les services américains chargés de la coordination de l'effort des puissances régionales hostiles au régime syrien. Une « chambre d'opérations » à Amman²⁸ accueille les agents américains, saoudiens et jordanien cherchant à apporter un soutien logistique et à servir de base arrière aux combattants du front Sud. Se développent également dans les zones frontalières d'importantes activités de contrebande, notamment dans les villes de Tell Shihab, Khirbet Ghazaleh, et Saham al-Jawlan²⁹.

La population jordanienne est divisée sur la question syrienne et l'économie du pays dépend en grande partie du soutien de la communauté internationale, à travers les monarchies du Golfe, très soucieuses d'éviter que la conta-

La Syrie : Quelles perspectives pour une sortie de crise ?

gion révolutionnaire ne touche les monarchies ne disposant pas de rentes gazière ou pétrolière, notamment les monarchies marocaine et jordanienne. Le problème démographique se pose avec encore plus d'acuité, puisque les Jordaniens « indigènes » (de la rive orientale) qui, avec les bédouins, constituent la base traditionnelle du soutien du trône, sont déjà minoritaires à l'échelle nationale.

En outre, plusieurs centaines de jeunes salafistes jordaniens combattent en Syrie aux côtés des rebelles et leur retour au pays ne manquera pas de poser problème, quand bien même ils seraient très étroitement surveillés par les services de renseignement. Quant aux Frères musulmans jordaniens, ils furent temporairement enhardis par l'arrivée au pouvoir de la confrérie en Egypte et par sa montée en puissance au sein de l'opposition syrienne, mais semblent aujourd'hui, à la faveur du retournement de situation en Egypte, revenir à leur approche traditionnelle plus timorée, réclamant des réformes (*islah al nizam*) plutôt que la chute du régime (*isqat al nizam*).

Turquie : échec de la politique syrienne d'Erdogan et retour de bâton

Les revers de fortune qu'ont récemment subi la Turquie et le Qatar viennent offrir une parfaite illustration du fait que l'« hubris » et l'« imperial overstretch » (les deux dérives auxquelles l'historien Paul Kennedy³⁰ attribue le déclin de la plupart des empires) peuvent également affecter des puissances moyennes, et ne sont pas forcément l'apanage des hyper-puissances. C'est en grande partie parce qu'ils ont eu les yeux « plus gros que le ventre » que ces deux pays sont aujourd'hui contraints de revoir leurs ambitions à la baisse, alors même qu'il y a moins de deux ans, le monde entier vantait les mérites du « modèle turc » et que tout un chacun était persuadé que le Qatar tirait désormais les ficelles d'un bout à l'autre du monde arabe.

La politique syrienne du Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a rapidement montré ses limites et cette impasse a accéléré la fuite en avant du gouvernement. Elle a aussi été l'une des causes de la crise politique interne que traverse la Turquie depuis les émeutes de Gezi Park. Comme souvent avec Erdogan, les facteurs idiosyncratiques ont joué un rôle déterminant dans la définition de sa politique syrienne. Naguère très proche de Bachar al-Assad, considéré comme un ami de la famille, Erdogan avait été, avec Nicolas Sarkozy, l'un des deux principaux artisans de la réintégration de Bachar al-Assad sur la scène internationale, après trois années (2005-2008) durant lesquelles le président syrien avait été traité en paria par l'ensemble de la communauté internationale à la suite de l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri. Erdogan estimait donc que Bachar al-Assad avait une dette morale envers lui et qu'il écouterait attentivement ses conseils, suite au déclenchement de la révolution syrienne. Dans les premières semaines qui suivent le début des protestations en Syrie, Erdogan tente de favoriser un rapprochement entre Assad et les Frères musulmans syriens. Ce projet ayant rapidement échoué et Assad se montrant insensible aux « conseils » pressants d'Erdogan, ce dernier hausse très rapidement le ton et devient l'un des chantres du changement de régime en Syrie. Les services de renseignement turcs, le MIT, laissent, en toute connaissance de cause, des djihadistes étrangers, souvent liés à al-Qaida, pénétrer en territoire syrien. Lorsque le régime syrien se montre plus résilient que ne l'attendait Erdogan, ce dernier double la mise et continue de mener sur le dossier syrien une politique très offensive, alors même que cet activisme est globalement mal perçu par l'opinion publique turque³¹, qui craint un retour de bâton. Le venin du communautarisme ne tarde pas à apparaître au premier plan. Lorsqu'un homme politique kémaliste critique la politique syrienne d'Erdogan, il se voit renvoyé à ses origines alévites³².

Parallèlement, les relations de la Turquie se sont dégradées avec plusieurs autres puissances régionales. La politique de « zéro problèmes avec les voisins » a laissé place à une situation de « zéro voisins sans problèmes »³³. Un attentat terroriste d'envergure touche la ville de Reyhanli le 11 mai 2013. En Syrie comme en Turquie, les éléments nationalistes cherchent à réveiller la vieille querelle historique autour de la province de Hatay / district d'Alexandrette³⁴. La question kurde vient compliquer encore plus les relations entre la Turquie, le régime syrien et les autorités centrales irakiennes. Suite au grand déballage entre l'AKP et le mouvement de Fethullah Gülen, des écoutes font surface sur YouTube, dans lesquelles on entend de hauts responsables turcs évoquer une opération sous fausse bannière (« false-flag »), qui leur donnerait un prétexte pour intervenir en Syrie. Ce scandale achève de décrédibiliser la politique syrienne menée par Erdogan³⁵ puisque même ceux qui en soutiennent les objectifs restent perplexes quant à l'inefficacité et à l'amateurisme qui l'ont caractérisée.

Bras de fer américano-russe et faillite des mécanismes de la gouvernance collective

Par-delà les risques évidents de déstabilisation régionale et de débordement de la guerre syrienne sur les pays voisins, il est désormais clair que nous sommes aujourd'hui en présence d'un conflit international majeur, notamment d'un bras de fer américano-russe comme il n'y en avait plus eu depuis l'effondrement du mur de Berlin. Comme l'écrivit le politologue et ancien Premier ministre canadien Michael Ignatieff³⁶ dès juillet 2012 : « le conflit syrien a déclenché quelque chose de plus fondamental qu'une différence d'opinion au sujet de l'intervention, plus qu'une simple querelle sur le fait de savoir si le Conseil de sécurité doit autoriser le recours à la force. La Syrie représente le moment où l'Occident doit réaliser que le monde s'est véritablement scindé en deux ». C'est en effet sur la question syrienne que Vladimir Poutine a décidé, bien avant la crise ukrainienne, qu'il était temps pour la Russie de tracer une « ligne dans le sable » et de se montrer inflexible face aux Occidentaux.

Poutine reproche à ces derniers de l'avoir trompé en 2011 sur la question libyenne, en adoptant une interprétation extensive, sinon abusive, de la résolution 1973 sur laquelle la Russie s'était abstenue, renonçant ainsi à son droit de veto et permettant dès lors implicitement l'intervention de l'OTAN en Libye. Outre ce contentieux libyen, nombre de facteurs sont ordinairement mis en avant pour expliquer la détermination de Vladimir Poutine à ne point lâcher le régime syrien : les intérêts économiques, la coopération militaire (les ventes d'armes et la base russe de Tartous), la volonté de Poutine, de plus en plus proche de l'Eglise orthodoxe et du patriarche Kyrille, de se poser en protecteur des chrétientés orientales... Tous ces éléments ont leur importance, mais l'essentiel semble ressortir du facteur psychologique et d'une différence fondamentale dans l'interprétation des révolutions arabes. Poutine, contrairement aux Occidentaux, n'y voit guère une aspiration à la liberté et à la démocratie mais uniquement un cheval de Troie de l'islamisme radical, dont il craint par-dessus tout la contagion dans le Caucase et en Russie. « En défendant Bachar al-Assad, ce n'est pas Damas que nous défendons, mais Moscou » aurait confié l'un de ses proches conseillers³⁷. Entre également en compte la volonté de Poutine de promouvoir son projet eurasiatique et de remplacer la défunte « internationale communiste » par une « internationale conservatrice » qui regrouperait les régimes nationalistes autoritaires³⁸.

Ainsi, en faisant resurgir le spectre de la Guerre froide, la crise ukrainienne vient rendre la problématique syrienne encore plus inextricable. Tenter de répondre à la question : « comment qualifier la crise syrienne ? », c'est réaliser la faillite désormais manifeste de tous les mécanismes de la gouvernance collective, et l'impuissance totale de ce que l'on continue d'appeler, naïvement ou pudiquement, la communauté internationale. La guerre en Syrie continue alors que l'unilatéralisme et l'interventionnisme ont montré leurs limites, tandis que le multilatéralisme reste grippé et peine à se réinventer. C'est ce blocage absolu du système international, plus encore que les problématiques locales des réfugiés et des polarisations communautaires, qui rend les risques de déstabilisation particulièrement préoccupants.

Bibliographie

¹ Voir Karim Emile Bitar, 'Une révolution otage des enjeux régionaux. Guerres par procuration en Syrie' (Le Monde diplomatique, juin 2013), La Syrie au coeur de toutes les fractures (Magazine de l'Afrique, juin 2013), La Syrie foyer de déstabilisation régionale ? (Confluences Méditerranée, printemps 2014), ainsi que la dizaine d'entretiens réalisés au cours des deux dernières années avec L'Orient-Le Jour et avec les sites Affaires Stratégiques et Atlantico.

² Georges Corm, *Le Liban contemporain*, Histoire et société, La Découverte, 2012

³ Expression forgée par Nadine Picaudou.

⁴ Le rôle joué par T.E. Lawrence fut exagéré et sublimé par la culture populaire et le film de David Lean, mais le personnage n'en reste pas moins emblématique : il fait, jusqu'à aujourd'hui, beaucoup d'émules et la figure quasi-mythologique de l'occidental romantique et exalté se précipitant au secours des orientaux soumis au despotisme reste prégnante.

⁵ Voir à ce sujet le livre de Tom Weiner, *Legacy of Ashes, The History of the CIA*, Anchor, 2008. Les archives américaines déclassifiées décrivent Husni El Zaim comme un « likeable rogue » (voyou sympathique). La mission qui lui était assignée était de signer un cessez-le-feu avec Israël et de favoriser un accord avec les compagnies pétrolières américaines pour la construction du Trans-Arabian-Pipeline, à l'époque le plus grand du monde, qui devait relier l'Arabie Saoudite à la ville de Saida au Sud-Liban. Ironie de l'histoire, l'entreprise qui devait être chargée de la construction, Bechtel, s'illustre encore aujourd'hui en Irak.

⁶ Voir l'article de Nicolas Dot-Pouillard, « La crise syrienne déchire les gauches arabes », *Le Monde Diplomatique*, Août 2012.

⁷ Voir l'audition de Samir Aita devant la Commission des Affaires Etrangères du Sénat, 24 avril 2013.

⁸ Susan Rice, ambassadrice des Etats-Unis auprès de l'ONU et figure de proue du courant du *liberal interventionism* a qualifié d'« honteux »,

La Syrie : Quelles perspectives pour une sortie de crise ?

« dégoûtant » et « obscène » le double veto russe et chinois à la résolution condamnant les exactions du régime syrien. Elle a en cela tout à fait raison mais eut été infiniment plus crédible si son pays n'avait pas, à ce jour, fait usage depuis 1972 de 48 vetos pour empêcher toute condamnation, fut-elle mesurée, de l'Etat d'Israël.

⁹ Ce point a notamment été soulevé par Fabrice Balanche sur RFI, durant l'émission Géopolitique Le Débat, du 18 mai 2013.

¹⁰ Selon les estimations du démographe Youssef Courbage, *Ce que la démographie nous dit du conflit syrien*, Slate, 15 octobre 2012.

¹¹ "Qatar bankrolls Syrian revolt with cash and arms", in : *Financial Times*, 17 mai 2013.

¹² Efraim Halévy, Israel's man in Damascus, Why Jerusalem does not want the Assad Regime to Fall, in : *Foreign Affairs*, 10 mai 2013.

¹³ Dans un entretien télévisé, le ministre de l'intérieur libanais a estimé que le pourcentage de réfugiés syriens non enregistrés pouvait atteindre 40 à 50 % du total, et que le nombre global risquait d'atteindre deux millions à la fin de l'année 2014.

¹⁴ Joshua Landis estime que la forte concentration de journalistes étrangers présents à Beyrouth est l'un des facteurs explicatifs de cet effet de loupe grossissant, qui fait que la moindre escarmouche sécuritaire sur le territoire libanais est largement reprise et commentée, tandis que des événements souvent plus graves qui continuent de frapper l'Irak sont parfois négligemment traités.

¹⁵ Voir Dexter Filkins, "What We Left Behind in Iraq", *The New Yorker*, 28 avril 2014.

¹⁶ La 'Hawza Ilmiyya' est le nom donné aux centres de formation du clergé chiite et par extension à l'influence exercée par les grands ayatollahs sur la définition des orientations politiques de la communauté.

¹⁷ Cité par Dexter Filkins, *The New Yorker*, op.cit.

¹⁸ Il mérite d'être toujours rappelé que selon les révélations de l'ambassadeur Peter Galbraith, au moment où il a décidé d'envahir l'Irak, George W. Bush ignorait qu'il y avait dans ce pays des sunnites et des chiites. Voir "Ambassador claims shortly before invasion, Bush didn't know there were two sects of Islam", *The Raw Story*, 4 août 2006, ainsi que le livre de Galbraith, *The End of Iraq: How American Incompetence Created A War Without End*, Simon & Shuster, 2007.

¹⁹ Voir Geoffrey Aronson, "Sectarian Agenda Seeks 'Sunni Restoration' in Syria", *Al Monitor*, 27 janvier 2013

²⁰ Voir également à ce sujet Karim Emile Bitar: "Whither the Old Order?: The Regional Implications of the Syria Crisis", *GCSP Policy Papers*, février 2013.

²¹ Selon les chiffres du ministère irakien de la planification.

²² Voir le Policy Paper de Barah Mikail, « Avoiding Iraq's Fragmentation », Fridé / Hivos, Avril 2014.

²³ Déclaration du General Ramazan Sharif, responsable des relations publiques des Gardiens de la Révolution, reconnaissant la présence en Syrie de « conseillers militaires chargés de faire partager leur expérience en matière de défense. » (Reuters, 4 novembre 2013) Voir aussi la dépêche de l'agence de presse iranienne Mehr suite au décès en Syrie de Mohammad Jamalzadeh, commandant au sein des Gardiens de la Révolution.

²⁴ Neil MacFarquhar, "Lebanon's Shiites and Sunnis Battle in Syria, but Not at Home", *The New York Times*, 19 December 2012. Malgré cette volonté des deux parties de ne pas importer le conflit sur la scène intérieure libanaise, plusieurs attentats suicide ont touché en 2013 des zones résidentielles libanaises, majoritairement chiites, et ont été revendiquées par le Front Al Nusra, disant vouloir faire payer au Hezbollah le prix de son interventionnisme en Syrie.

²⁵ Audition de Paul Salem du Middle East Institute devant le US Senate Committee on Foreign Relations, 25 février 2014. Salem souligne que le système politique libanais, bien que faible et dysfonctionnel, a développé ces mécanismes d'adaptation et de partage du pouvoir, qui rendent le système libanais plus « inclusif » qu'on ne le penserait intuitivement. Comme nous l'évoquions plus haut, l'Irak n'a pas encore suffisamment développé ces mécanismes, ce qui fait que ce pays est peut-être moins immunisé que le Liban.

²⁶ *Le Monde*, 5 mars 2014

²⁷ *L'Orient-Le Jour*, 3 avril 2014

²⁸ "Jordan's Urban Refugees", *The New York Times*, 17 mars 2014.

²⁹ "Warily, Jordan Assists Rebels in Syrian War", *The New York Times*, 10 avril 2014. En sus de ce bureau central à Amman, une autre chambre d'opération, appelée Military Operations Command, est basée près de la frontière et permet aux rebelles syriens d'y retrouver leurs familles et de prendre du repos, selon le *New York Times*, qui qualifie de « secret de polichinelle » l'existence de ce centre.

³⁰ Voir Nikita Malik, Syria's Spillover Effect on Jordan, Carnegie Endowment for International Peace, Syria in Crisis Blog, 13 février 2014.

³¹ Paul Kennedy, *The Rise and Fall of the Great Powers*, Random House, 1987.

³² Voir : "The Rising Costs of Turkey's Syrian Quagmire", *International Crisis Group*, 30 avril 2014

³³ Référence à l'altercation au parlement turc entre Erdogan et le chef (alévite) du CHP Kemal Kilicdaroglu. Voir : "Is Syria War Additional Spark to Alevi Protests in Turkey", *Al Monitor*, 16 septembre 2013.

³⁴ Voir : "How Turkey Went From 'Zero Problems' to Zero Friends, and lost its leverage everywhere", par Piotr Zalewski, *Foreign Policy*, 22 août 2013

³⁵ En 1939, la France, soucieuse de voir la Turquie soutenir les alliés face à l'Allemagne hitlérienne, reconnaît l'amputation du sandjak d'Alexandrette et son rattachement à la Turquie sous le nom de province de Hatay. Pour beaucoup de syriens et d'arméniens, il s'agit là d'un « passé qui ne passe pas », et ce vieux sujet de discorde resurgit à chaque détérioration des relations turco-syriennes.

³⁶ Voir Davutoglu defends Syria Policy, *Al Monitor*, 26 mars 2014

³⁷ Michael Ignatieff, "How Syria divided the World", *New York Review of Books*, 11 juillet 2012.

³⁸ Suite à la déclaration de Vladimir Putin, Moscow is not defending Assad, but international law (*New York Times* et *The Voice of Russia*, 12 septembre 2013), Russia Today, se livrant à une explication de texte, évoque la crainte d'une contagion de l'islamisme radical et attribuée à l'un de ses conseillers, qu'elle ne nomme pas, le commentaire additionnel: "We're in fact defending Moscow not Damascus",

³⁹ Voir à ce sujet Brian Whitmore, Vladimir Ilyich Putin, Conservative Icon, *The Power Vertical*, 19 décembre 2013.

4 – Témoignages

• TÉMOIGNAGE

Georges MALBRUNOT,
grand-reporter au Figaro

Depuis maintenant une vingtaine d'années, je me rends en Syrie aussi souvent que possible. Bien avant le déclenchement de la révolte, l'obtention d'un visa pour un journaliste s'avérait déjà très difficile. Comme chacun le sait, la Syrie est un pays où les reporters sont rarement les bienvenus. Dès lors qu'ils parviennent à fouler le territoire syrien, ces derniers font l'objet d'une étroite surveillance par les *moukhabarat*, les services de renseignements syriens. En dépit de ces restrictions, j'ai eu l'opportunité de séjourner dans ce pays une vingtaine de fois. Pour avoir franchi certaines lignes rouges dans mes articles écrits pour *Le Figaro*, j'ai néanmoins été interdit de séjour entre 2006 et 2011. J'avais en effet abordé des questions sensibles comme la corruption du pouvoir en place, les problèmes sociétaux tels que les alaouites au pouvoir ou encore les prérogatives des services de renseignements syriens. A l'heure des premières révoltes arabes de 2011, c'est-à-dire de la Tunisie puis de l'Égypte, je me souviens d'une « Une » de *Libération* formulant une interrogation simple : « Et après ? ». Vivant sous le joug d'une dictature féroce, le peuple syrien avait, à mon sens, toutes les chances de se soulever à son tour afin de réclamer plus de liberté et de dignité. Toutefois, j'affirmais également à l'époque que le régime de Damas pourrait bien être le seul à se montrer capable de résister au soulèvement populaire, du fait notamment de l'omniprésence et l'homogénéité de ses services de sécurité ainsi que ses autres instruments de coercition : l'appareil baasiste et l'armée. En d'autres termes, contrairement aux précédents tunisien et égyptien, le quadrillage territorial mis en place par le pouvoir central rendrait la tâche extrêmement difficile aux insurgés. C'est dans cet esprit de prudence que j'ai commencé à couvrir la révolte syrienne.

Dès les premiers mouvements de contestation, en mars 2011, j'émettais donc quelques doutes quant aux chances de réussite de cet embryon de soulèvement face à la répression rapide du régime syrien. Mes rencontres régulières avec des acteurs syriens, tels que Nibras al-Fadel (ancien conseiller de Bachar al-Assad) ou encore Burhan Ghalioun (premier président du Conseil national syrien) n'ont fait que renforcer un peu plus ce sentiment. Durant l'été 2011, l'opportunité m'a été donnée de me rendre en Syrie afin de couvrir les événements, à Damas et Hama notamment. Cette période marque un tournant dans la contestation puisque d'un mouvement majoritairement pacifique, on assiste aux prémices de la militarisation du soulèvement. Cette visite fut l'occasion de discuter aussi bien avec les propagandistes du régime qu'avec des membres de l'opposition, mais également de rencontrer des membres de la communauté diplomatique. Je suis ainsi revenu de ce séjour avec une ferme conviction : celle que le régime ne tomberait pas. A cet égard, la militarisation s'avérait très préjudiciable à l'opposition puisqu'elle offrait au régime le prétexte idéal pour écraser dans le sang toute velléité d'insurrection. Un point de vue qui n'était alors pas le bienvenu en France, parce qu'il était susceptible de décourager les opposants.

Face à un régime qui limite énormément les marges de manœuvre des journalistes et qui déverse continuellement sa propre propagande, percevoir les réalités complexes du terrain n'est évidemment pas chose aisée. D'autant que, au sein de l'opposition également – nonobstant sa légitimité –, les perceptions sont souvent peu réalistes, voire naïves. A l'automne 2011, Burhan Ghalioun me confiait que le régime tomberait dans moins de trois mois. Une prévision invraisemblable compte tenu de la faible représentativité des dirigeants en exil au sein de l'opposition à l'intérieur du territoire syrien, particulièrement à Damas. Surtout, celle-ci jette le trouble sur la crédibilité des opposants exilés, et ce même si leur combat s'avère tout à fait légitime. A cela s'est ajoutée peu après la confusion instaurée par ces derniers entre émotion et information, confusion qui n'a eu de cesse d'éroder le soutien – aussi bien intérieur qu'extérieur – aux instances de l'opposition basées à l'étranger.

S'agissant du soulèvement en Syrie même, les premiers éléments djihadistes sont apparus bien avant que les grands médias occidentaux ne s'emparent du sujet. Il suffisait pourtant de parcourir, dès l'hiver 2011-2012, certains sites islamistes reliés à des régions voisines de la Syrie, telles que le gouvernorat d'az-Zarqa en Jordanie ou la région d'al-Anbar en Irak, pour anticiper leur présence effective sur le théâtre syrien, voire l'islamisation de la révolte. C'est pourquoi il était tout à fait plausible que les attentats du 23 décembre 2011, contre des emblèmes sécuritaires

La Syrie : Quelles perspectives pour une sortie de crise ?

res du régime dans la capitale, proviennent de groupes extrémistes, plutôt que d'être le fruit d'une machination orchestrée par Damas pour entamer la légitimité de l'opposition. Une information politiquement peu correcte en France à cette époque. De même, s'il a été difficile de lever le voile sur les circonstances de la mort du journaliste français Gilles Jacquier en raison du climat politique français, il faut pourtant l'attribuer selon toute vraisemblance à des tirs rebelles effectués par erreur. Ce sont ces relations de faits avérés qui m'ont permis de revenir en grâce auprès des autorités syriennes et de séjourner de nouveau en Syrie.

De fait, plusieurs problématiques d'envergure se posent au journaliste qui couvre la crise syrienne. Au niveau des sources d'abord, il y a un véritable problème d'accessibilité mais également de fiabilité. Ensuite vient l'épineuse question, pour toute couverture d'un soulèvement contre un régime autoritaire, de la confusion entre émotion et information. Le caractère abject d'une dictature ne doit amener ni à nier les atrocités commises de l'autre côté du spectre, ni à éluder la capacité de survie et de résilience du régime, rationnelle à bien des égards. Alors que certains se laissaient prendre par la fièvre révolutionnaire, d'autres spécialistes français se sont attardés sur ces différents aspects, sans que cela ne retentisse réellement. Trop peu entendus, ils furent rapidement marginalisés par les pouvoirs publics, mais aussi dans l'espace médiatique consacré à la crise syrienne. Il suffisait pourtant d'étudier le profil psychologique de Bachar al-Assad en avril 2011 pour comprendre qu'il n'abdiquerait pas, voire qu'il n'était pas prêt d'être renversé. Surtout, son architecture de nuisance sur la scène régionale et la capacité de ses services à infiltrer les réseaux de l'opposition et à éliminer ses adversaires auraient dû mettre en garde les observateurs les plus hâtifs. Il importe de ne pas oublier non plus l'esprit de corps qui caractérise le cercle du pouvoir autour du président syrien, issu de la minorité alaouite, qui permet à ce dernier de se prémunir un peu plus des pressions subies, autant au plan intérieur qu'extérieur.

En ce sens, la stratégie de confrontation directe face à un tel régime était vouée à l'échec. Un point de vue que la diplomatie française récusait en bloc. Il aurait pourtant fallu écouter davantage d'autres raisonnements émis par des spécialistes pour s'apercevoir de la vision biaisée qui dominait en France à cette période. Et les médias, eux aussi, ne sont pas sans responsabilité dans ces conclusions prématurées. Il y a sans doute eu un peu de naïveté vis-à-vis de la révolte syrienne, mêlée à une certaine méconnaissance du terrain. Méconnaissance naturellement accrue par le problème d'accès à la Syrie. En témoigne, par exemple, le nombre important de journalistes qui couvrent actuellement la crise syrienne sans jamais s'être rendus en Syrie avant 2011. Quant à la naïveté, elle a trait vraisemblablement à un certain romantisme qui accompagne tout mouvement révolutionnaire aspirant à la liberté et à la dignité des peuples.

La principale erreur qui a découlé de cette approche superficielle a porté sur l'institution militaire syrienne. Contrairement aux armées tunisienne et égyptienne, il était hautement improbable que l'armée syrienne prenne massivement fait et cause pour les révolutionnaires. Soviétisée, celle-ci n'a jamais été influencée par les Occidentaux, sous quelque forme que ce soit. La défection symbolique du général Manaf Tlass a certes pu laisser penser que le régime tremblait en ses fondements, mais elle n'a eu en réalité aucun impact sur les rapports de forces sur le terrain. Elle a avant tout permis aux autorités françaises de réaliser un coup d'éclat susceptible de conforter leur posture diplomatique.

Face à la résilience du régime, un parallèle pourrait être tracé entre l'opposition syrienne et l'Organisation des Moudjahiddines du peuple iranien (OMPI), laquelle ne cesse d'annoncer, à qui veut l'entendre, la chute prochaine de la République islamique. A tout le moins, les insurgés se sont décrédibilisés en annonçant, à plusieurs reprises, qu'il n'y avait pas d'islamistes dans leurs rangs. Chacun se souvient de l'audition, le 10 octobre 2012, de Abdulbasit Sida (co-fondateur et ancien président de la CNS) et Georges Sabra (président du Conseil national syrien) à la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale durant laquelle les deux figures avaient argué que le nombre de combattants étrangers en Syrie n'excédait pas 300 individus. On peut pourtant raisonnablement affirmer qu'ils étaient alors au moins cinq fois plus nombreux. Nul doute que les chancelleries occidentales, ainsi que les grands médias, ont dû largement déchanter en réalisant l'écart qui existait entre de telles estimations et la réalité sur le terrain.

D'où l'intérêt de pouvoir se rendre en Syrie et notamment d'aller à la rencontre des acteurs le plus neutre possible, à savoir le personnel des Nations unies établi sur place. A ce titre, le représentant de Lakhdar Brahimi en Syrie, le

La Syrie : Quelles perspectives pour une sortie de crise ?

diplomate maroco-canadien Mokhtar Lamani, incarne l'une des seules sources neutres sur le sol syrien. Il est l'un des rares acteurs à pouvoir se targuer d'entretenir des contacts aussi bien avec Ali Mamlouk, le chef de l'appareil sécuritaire, qu'avec les divers chefs de guerres locaux de l'opposition. Selon Mokhtar Lamani, l'ASL représenterait désormais à peine 10 % des forces anti-Assad. Ce sont les entrevues avec ce type d'acteur qui rendent essentiel le travail de terrain. En outre, lorsqu'un journaliste dispose d'un peu d'expérience, il peut s'affranchir en partie, au moins à Damas, de l'étroite surveillance des moukhabarat grâce à son réseau de contacts. Par ailleurs, il s'agit de tenter, autant que possible, de couvrir aussi bien les zones contrôlées par le gouvernement que par les rebelles, en s'efforçant de ne se priver d'aucun des protagonistes du champ de bataille syrien, quel qu'il soit.

La couverture de la Syrie est donc très compliquée, à l'image d'un conflit aux ramifications de plus en plus complexes. C'est sans doute l'une des guerres où l'histoire compte le plus, du fait de sa mosaïque confessionnelle et de ses spécificités géopolitiques. Si la diplomatie française a été à la proue du soutien apporté au soulèvement syrien – et c'est une posture tout à fait légitime –, elle n'en a pas moins bâti un certain nombre de mythes vis-à-vis de l'opposition, sur sa représentativité à l'intérieur de la Syrie et son caractère modéré notamment. Le journaliste se doit donc de confronter la vision des chancelleries occidentales avec les sources à sa disposition, afin de rendre compte du mieux possible de la situation sur place, sans dénier bien évidemment l'aspiration des Syriens à la dignité et à la liberté. A ces difficultés, s'ajoute l'impossibilité récurrente de se rendre à Damas mais également dans les zones contrôlées par les djihadistes au nord du pays, où les journalistes risquent d'être kidnappés. Paradoxalement, dans une guerre où la communication *via* les nouveaux outils numériques est utilisée à outrance par toutes les parties, la couverture journalistique n'a sans doute jamais été aussi délicate.



• TÉMOIGNAGE**Christophe AYAD,***Rédacteur en chef chargé du service international du journal Le Monde*

Ma première visite en Syrie remonte à 1994. Jeune journaliste à l'époque, je m'étais néanmoins rendu dans le pays en tant que touriste. Un séjour très important dans la mesure où il m'est inconcevable d'écrire sur un pays dans lequel je ne suis jamais allé. Or dans les milieux journalistiques, cela a souvent été le cas pour la couverture de nombreux pays difficiles d'accès au Moyen-Orient. C'est une Syrie pauvre, peu développée, et où l'absence de politique est notable que j'observe à cette période. La propagande du régime est pourtant très visible, le culte de Hafez al-Assad omniprésent. Quant aux conditions de vies de la population syrienne, elles sont modestes : les revenus sont bas, mais les prix à la consommation le sont également grâce au système de subventionnement étatique des denrées de base. Au milieu des années 1990, le modèle économique soviétique reste encore bien implanté.

La délivrance de visas aux journalistes par le régime syrien s'effectue au compte-gouttes et dépend d'un certain nombre de facteurs. En premier lieu, c'est naturellement le contenu des écrits du journaliste qui va peser dans la décision. D'autres éléments rentrent toutefois en ligne de compte : le média pour lequel le journaliste travaille, l'état des relations entre la France et la Syrie au moment de la demande et, surtout, le contexte international. Deux moments récents ont vu ainsi le régime accorder des visas à tour de bras : à la veille de l'invasion américaine de l'Irak en 2003 et durant la guerre israélo-libanaise en 2006. Il s'agissait alors, pour Damas, de procéder à des opérations de communication importantes autour de ces événements. Pour le premier, il fallait impérativement manifester l'opposition du régime à l'intervention des Etats-Unis et apparaître ainsi à la proue du Front du refus représenté par l'axe Téhéran-Damas. Le second, lui, était l'occasion de démontrer au monde la solidarité des Syriens envers les centaines de réfugiés libanais qui affluaient depuis le Liban-Sud, mais également vis-à-vis de la résistance incarnée par le Hezbollah. A l'issue de chacun de ces deux épisodes, le pouvoir syrien a fait comprendre à la presse que l'« état de grâce » médiatique était terminé et qu'il était temps de rentrer chez soi.

Du fait du regain d'importance prise par le maître de Damas sur l'échiquier politique régional, mais aussi de la fascination exercée par cette « exception syrienne », l'idée d'un documentaire sur ce pays commence à germer en 2008. Une idée, à mon sens, très peu réaliste au regard de la peur qui tenaille les Syriens dès qu'il s'agit d'évoquer la situation politique sur place, qu'ils vivent à l'intérieur ou en exil. Les opposants exilés, eux-mêmes, rechignent à s'exprimer à visage découvert, dans l'espoir de retourner un jour dans leur pays natal ou par crainte de représailles sur des membres de la famille laissés sur place. Pour autant, c'est également une période où l'on assiste à un réchauffement des relations diplomatiques entre la France et la Syrie, le président Nicolas Sarkozy prenant en tout point le contrepied de son prédécesseur Jacques Chirac. Si cette initiative n'aboutit pas, le documentaire que je prépare, intitulé « Syrie, le crépuscule des Assad », est lui bien enclenché (il sera diffusé par la chaîne Arte en 2011). Malgré toutes les démarches entreprises, le gouvernement syrien a néanmoins persisté dans son refus d'y exprimer sa vision. C'est au moment où le documentaire est en cours de montage que la révolution syrienne éclate, en mars 2011. Au fil du tournage, il était très vite apparu que le peuple syrien était l'un des peuples dans le monde arabe qui avait le plus de raisons de se soulever. Si le renouvellement générationnel avait suggéré une réorganisation profonde des fondements du régime, il résulta seulement une rénovation de façade afin de rajeunir l'architecture de légitimation du régime et permettre à l'héritier du « Lion de Damas » d'asseoir un peu plus sa mainmise sur l'appareil d'Etat syrien.

A la fin du mois de janvier 2011, Bachar al-Assad semble lui-même persuadé qu'il ne peut être le prochain sur la liste des dictateurs déchus, après Zine al-Abidine ben Ali en Tunisie et Hosni Moubarak en Egypte. Sa décision, très symbolique, de lever l'interdiction de Facebook un mois avant l'étincelle de Deraa revêt ainsi deux dimensions : contenter, de manière superficielle, les attentes du peuple et démontrer au monde que, lui seul, à l'inverse de ses homologues tunisien et égyptien, peut se permettre un tel acte. Mais sa défiance vis-à-vis de la contestation va plus loin. Alors que l'opération de communication des thuriféraires du régime laissait présager des réformes de fond, le président prononce, le 30 mars 2011, son premier discours depuis le déclenchement des protestations pour dénoncer la main de l'étranger sur les protestants, niant toute légitimité aux Syriens descendus dans la rue. Pis, il apparaît

La Syrie : Quelles perspectives pour une sortie de crise ?

même moqueur face aux revendications de son peuple. Pourtant, de nombreux Syriens m'ont confié plus tard que le raïs syrien aurait pu continuer d'exercer son pouvoir pendant toute la durée de son second mandat s'il avait fait preuve d'une réelle volonté de réformer en profondeur l'appareil d'Etat, voire s'il avait seulement donné quelques signes d'ouverture à l'instar de l'arrestation de son cousin de Deraa, Atef Najib.

Du fait de la montée de la contestation populaire dans les mois qui suivent, se pose très vite la question de se rendre en Syrie clandestinement pour couvrir les événements. Lors de ma première incursion dans un village syrien à proximité de la frontière libanaise, à la fin du printemps 2011, j'ai été frappé par l'émergence quasi spontanée d'une jeunesse politisée, et ce malgré la stérilité de la scène politique syrienne depuis près d'un demi-siècle. Si les aînés avaient pour références les grandes causes de la nation arabe, les plus jeunes, eux, s'avèrent dépourvus de véritables repères idéologiques. Mais ils n'en sont pas moins capables d'esquisser un autre projet sociétal, à l'abri de l'arbitraire associé à la dynastie Assad. Issue de toutes les confessions, cette jeunesse est souvent diplômée des universités syriennes, pas nécessairement des universités élitistes, et exprime une aspiration commune : la dignité et la possibilité d'exercer une influence sur la destinée du pays. S'il est impossible de mesurer l'ampleur de ce sentiment civique renouvelé, il semble très répandu dans les couches supérieures, mais également auprès des classes populaires éduquées.

C'est cet embryon de vision politique de la société syrienne que le régime s'est employé à annihiler dès le début du soulèvement, en décapitant notamment ses principales figures. Dans cette mesure, il n'est pas surprenant que, au cours de l'été 2011, les services de sécurité aient procédé à des tortures et des assassinats ciblés, à Deraa par exemple (un des berceaux de la mobilisation pacifique), afin de tuer dans l'œuf les vœux de cette jeunesse éduquée au cours des années 2000.

Mon grand regret est de n'avoir jamais eu l'opportunité de me rendre à Damas. Face au refus persistant des autorités syriennes, un constat s'impose : la difficulté de couvrir les deux côtés pour le journaliste. Depuis le début du soulèvement, il m'est donc possible d'écrire essentiellement sur les zones qui échappent au contrôle gouvernemental. Au nord, notamment dans les zones frontalières avec la Turquie, on a souvent évoqué le chaos régnant et les périls que le journaliste est voué à affronter lorsqu'il s'y rend : enlèvements, violences miliciennes, bombardements... Mais d'autres phénomènes sont également frappants : la capacité des populations demeurées sur place à se réorganiser, reconstruire une société et des institutions publiques. Dès les premières manifestations de 2011, les activistes n'ont eu d'autre choix que de construire une société parallèle afin d'échapper au maillage territorial des moukhabarat : cliniques de fortune, réseaux de communication, centres de planification, etc... Une organisation qui nécessite d'importantes activités de contrebande transfrontalière (avec la Turquie et le Liban principalement) et, partant, d'itinéraires routiers alternatifs.

En dépit de ces initiatives localisées, la grande erreur de l'opposition réside, à mon sens, dans l'attaque déclenchée sur Alep durant l'été 2012, avec l'idée de faire de la capitale économique du pays un « second Benghazi », c'est-à-dire un sanctuaire de la rébellion à l'abri des frappes aériennes. Dans les faits, la ville d'Alep a concentré tous les nouveaux paramètres qu'induit la « libération » partielle d'un territoire. D'une part, l'émergence de bandes armées qui répondent à des logiques de chefs de guerre : extorsions auprès de la population civile, pillages, détournement de l'aide humanitaire, corruption. D'autre part, l'exposition continue de la ville aux frappes aériennes du régime qui cible, de manière indiscriminée, aussi bien les rebelles que la population civile. Si bien que dès l'année 2012, les opposants de l'intérieur comme de l'extérieur tiennent un discours très désenchanté vis-à-vis de la révolution. A leurs yeux, la révolution est morte au moment même où elle s'est militarisée.

De fait, Bachar al-Assad assiste aujourd'hui au triomphe des trois tactiques mises en œuvre dès le printemps 2011 : militariser, confessionnaliser et régionaliser le soulèvement. Le cloisonnement confessionnel est désormais patent, les communautés vivant toujours un peu plus à l'écart les unes des autres, tandis que la Syrie est devenu une caisse de résonance des rapports de force régionaux. A cet égard, Bachar al-Assad a su convaincre Russes et Iraniens que sa chute nuirait à leur influence sur l'ensemble de la région. En d'autres termes, il a su lier la survie de son système à la défense des intérêts de Moscou et Téhéran.

La Syrie : Quelles perspectives pour une sortie de crise ?

Enfin, il importe de noter que le conflit syrien marque un tournant majeur dans l'histoire du journalisme. La singularité de ce conflit est double. La couverture des événements par des Syriens eux-mêmes, improvisés journalistes-citoyens, a permis de tout montrer *via* les vidéos mises en ligne sur YouTube, les communications Skype ou encore la réalisation de documentaires/court-métrages amateurs. Pour autant, nonobstant cette démocratisation de l'information, les images n'ont jamais eu aussi peu d'effet sur les acteurs de la communauté internationale. A travers le conflit syrien, le raisonnement suivant lequel : « si l'on sait, les choses ne peuvent avoir lieu » est devenu caduc. En outre, c'est l'une des guerres les plus difficiles à relater sur le terrain pour le journaliste, alors que paradoxalement ce dernier a accès à une somme d'informations considérables sur les supports numériques. Toutes les horreurs se déroulent donc sous nos yeux : de la torture aux bombardements aériens, de l'affamement à l'utilisation des armes chimiques. Aucune n'a toutefois entraîné une réaction coercitive de la part du concert des nations.





Renaud Bellais, Martial Foucault & Jean-Michel Oudot

Economie de la défense

La Découverte, 2014

La parution d'un ouvrage portant sur l'économie de défense est un événement trop rare dans la communauté scientifique, en particulier en langue française. Il faut donc féliciter les auteurs d'avoir entrepris un tel exercice, au moment même où la revue de référence, *Defence and Peace Economics*, n'est plus référencée par l'AERES dans son classement.

Ce livre, édité dans la collection "Repères", comporte des choix de contenu qui résultent du format de la collection. Il traite en six chapitres d'un large spectre de thématiques : choix budgétaires et conséquences en termes de croissance économique, analyse industrielle, choix contractuel, politique de l'emploi, externalisation et enfin aspects internationaux de la défense. Ce choix de contenu est notamment lié aux spécialités de chacun des auteurs et comporte des thématiques traditionnelles mais aussi des sujets moins débattus dans la littérature même si leur portée opérationnelle est significative (notamment pour les 4ème et 5ème chapitres). L'accent

est mis sur les références les plus récentes sans pour autant délaisser les travaux fondateurs donnant une bibliographie globale. Les aspects formels sont mis de côté, pour n'insister que sur les grandes tendances factuelles et les principales conclusions, ce qui facilite la lecture.

Cependant, on peut objecter que le spectre n'est pas entièrement couvert, pour des raisons de format. Par ailleurs, certaines thématiques, encore largement débattues, sont peu ou pas traitées : impact macroéconomique de la défense (en dehors de la controverse défense-croissance), demande de défense et analyse économique des conflits et du terrorisme. Ce livre offre toutefois une bonne introduction aux questions abordées par le champ de l'économie de la défense et suscite la curiosité du lecteur vers d'autres références plus spécifiques.

Julien Malizard

Pensée stratégique comparée



Simon Serfaty

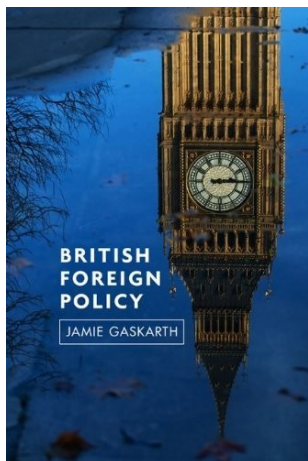
Un monde nouveau en manque d'Amérique

Odile Jacob, 2014

Sur le monde de la conjugaison, cet essai pose la question du passé et de l'avenir de l'acteur américain dans le monde, à l'heure où la politique étrangère de Barack Obama déroute. Quel projet peuvent proposer les Etats-Unis à un monde qui compte en réalité toujours sur eux ?

Passer du « yes we can » au « yes we will » apparaît comme la priorité de ce second mandat, pour que les attentes soient respectées.

Frédéric Charillon



Jamie Gaskarth

British Foreign Policy : Crises, Conflicts and Futures Challenges

Polity Press, 2013

Comment analyser l'action extérieure britannique, qui en sont les acteurs, quels en sont les processus décisionnels, l'identité, le poids dans le monde ? Quels sont, pour cette diplomatie, les déterminants éthiques, militaires, écono-

matie de défense. Complet, ce travail fait référence, et complète parfaitement d'autres travaux (Daddow, Dorman, Kampfner, Williams...) plus spécifiques à une période donnée (en l'occurrence celle du New Labour).

Frédéric Charillon

miques ? A travers l'exemple du Royaume-Uni, les questions génériques posées par Jamie Gaskarth sont nombreuses. Celle de la marge de manœuvre d'une puissance moyenne ou qui n'est pas une superpuissance, apparaît au premier plan. Le rôle des acteurs non étatiques dans la formulation d'une diplomatie est également abordé, tout comme celui de l'éthique et de ses contraintes (on se souvient des promesses de Tony Blair en la matière), ou encore le type de processus décisionnel retenu (centralisé et hiérarchique, ou modèle « de Westminster » ; « différencié », ou laissant libre court à la fragmentation bureaucratique de la décision ; « asymétrique », ou laissant plus de place aux réseaux extérieurs à l'Etat). Si les Français aiment à décrire le système britannique comme largement influencé par les *think tanks*, Gaskarth relativise grandement ce point (p.3 et sq.). Il insiste bien davantage en revanche sur la théorie du rôle et de l'identité, et le poids de la diplo-



Retrouvez...

les Lettres de l'IRSEM, les publications, colloques et toute l'actualité de l'institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire sur...

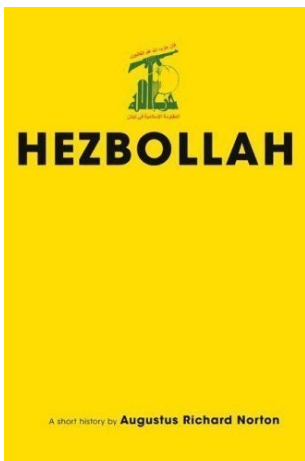
www.defense.gouv.fr/irsem



facebook

twitter

Linked in



Augustus Richard Norton

Hezbollah

Princeton University Press, 2014 [1ère éd. 2007]

Cet ouvrage est une réédition actualisée de la version originale parue en 2007 aux mêmes éditions des presses universitaires de Princeton.

Augustus Richard Norton, chercheur à l'Université de

Boston et membre de l'Oxford Center for Islamic Studies, nous restitue l'histoire du mouvement islamiste chiite Hezbollah au travers du temps, mais aussi et surtout au travers de son enracinement sociologique dans la vie politique et religieuse libanaise. Il nous raconte comment l'organisation est passée d'un statut d'obscur milice sous tutelle iranienne à l'imposante structure politique et militaire qu'elle est devenue au Liban, mais aussi au Moyen Orient.

L'ouvrage est divisé en six chapitres, dont les deux premiers retracent les origines du Hezbollah, et permettent de comprendre comment cette milice s'est enracinée dans un contexte social, historique, politique, géopolitique et religieux. Les quatre chapitres suivants sont divisés de manière thématique. Successivement, l'auteur passe en revue le chiisme (identité chiite, rituels, traditions) et sa relation avec le monde matériel, puis revient sur l'activité terroriste du Hezbollah (en insistant sur son organisation militaire et sur ses actions face à Israël), avant de revenir sur l'entrée du groupe dans le paysage politique libanais. La conclusion est consacrée à la fracture qui s'est faite au Liban entre pro et anti-Hezbollah. S'il admet que l'organisation jouit d'une relative admiration dans l'ensemble du monde arabe, notamment suite à l'affrontement avec Israël en 2006, il montre que ce n'est pas forcément le cas au pays du cèdre, du fait du gouffre financier qu'a créé la guerre. Ainsi se terminait la première version du livre qu'Augustus Richard Norton a désormais complété d'un épilogue qui traite de la période allant jusqu'en 2014, et notamment de l'impact de la guerre civile syrienne. Cet épilogue est très intéressant car il montre que le Hezbollah a nettement perdu de son influence suite aux « Printemps arabes » qui ont contribué à creuser un fossé entre chiites et sunnites, en particulier au Moyen-Orient. L'épilogue permet donc de remettre son étude au goût du jour. On regrettera toutefois la présence d'une seule carte du Liban, qui plus est en noir et blanc.

Les photos, en revanche assez nombreuses, illustrent intelligemment le propos. La présence d'un index fourni et d'une bibliographie détaillée sont des atouts supplémentaires.

L'objectif de l'ouvrage est de montrer que le Hezbollah n'est pas un groupe terroriste comme les autres : c'est en fait un parti politique muni d'une force armée. Il agit en tant que groupe terroriste (attentats, enlèvements), mais il opère aussi comme un groupe politique installé dans la vie institutionnelle de son pays. Cette double dimension le rend plus difficile à combattre. L'auteur en veut pour preuve les maints échecs israéliens. Il replace le Hezbollah dans une dimension locale (sa place dans le jeu politique libanais), mais aussi dans sa dimension régionale (en mettant en avant les liens de l'organisation avec l'Iran, l'Irak et la Syrie), son impact sur Israël et les différentes factions palestiniennes. On y trouve une explication très claire des systèmes politiques libanais et iraniens. Ce livre est un concentré d'informations. S'il n'est pas une étude révolutionnaire ou très détaillée sur le sujet, il n'en reste pas moins un essai complet qui satisfera quiconque cherche à avoir une bonne vision d'ensemble de ce qu'est le Hezbollah. Il permet de laisser de côté les clichés faisant état d'une mainmise complète de l'Iran sur ce mouvement, ou celui qui considère qu'il ne s'agit que d'un groupuscule terroriste comme un autre. La mise en avant de ses composantes sociales et politiques, tout comme de son enracinement culturel dans la population chiite, donne une large vision de la réalité de cette institution. On peut toutefois regretter que le mode de fonctionnement interne du Hezbollah ne soit pas davantage détaillé, ce qui n'enlève rien à l'intérêt réel de cet essai.

Baptiste Pépion



Jacques Huntzinger

Il était une fois la Méditerranée

CNRS éditions, 2014

Jacques Huntzinger est un ancien ambassadeur français qui a notamment servi en Israël, ainsi qu'auprès de l'Union pour la Méditerranée. Il s'agit d'une deuxième édition, augmentée, la première étant parue en 2010 chez le même éditeur.

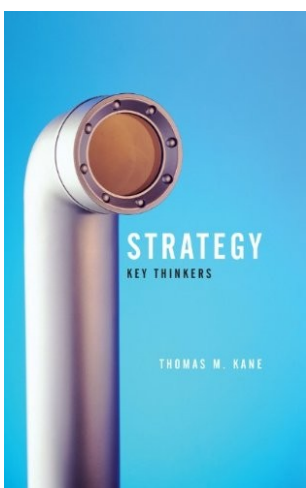
En s'appuyant sur son expérience, l'auteur cherche à dresser un portrait de cette zone à travers la présentation des points communs, des différences et des fractures entre la rive nord et la rive sud. Il y est moins question des crises et conflits ou des relations entre les différents pays riverains que d'une explication sociale et sociétale de la région.

Après un premier chapitre en forme d'introduction cherchant à définir ce qu'est la région méditerranéenne, la première partie du livre retrace l'histoire de la Méditerranée au travers des différents empires qui l'ont bordée. La suite du livre est beaucoup plus thématique. On y retrouvera la question du religieux, de la démocratie ou des droits de l'homme. L'apport de cette nouvelle édition est bien sûr la reconfiguration du monde arabe depuis les révolutions de 2011. L'auteur souligne un certain paradoxe dans la fracture entre les deux rives : d'un côté, il estime que cette fracture est de plus en plus grande et que le monde méditerranéen est de plus en plus hétéroclite, et de l'autre que la rive sud de

la Méditerranée se tourne de plus en plus vers une modernité à l'occidentale, dont est déjà empreinte la rive nord. Si le thème de l'ouvrage est la Méditerranée dans son ensemble, l'auteur a malgré tout centré son étude sur le monde arabo-musulman, tout particulièrement dans la deuxième partie. Les différents types d'Etats y sont présentés tout comme les différents types d'islamisme (salafisme politique, idéologique, Frères musulmans...), ou encore la place du droit dans le monde arabe. Une analyse des transformations internes qui ont mené aux révolutions vaut à elle seule la lecture de cet ouvrage. Selon l'auteur, malgré la pression sociale, le poids des traditions et de la religion, une transformation de la société a été intériorisée individuellement et a mené directement aux Printemps arabes. La rive nord de la Méditerranée, que ce soit l'Europe Occidentale ou les Balkans, n'est en revanche que très peu traitée.

La conclusion met en avant ce qui est, pour l'auteur, une erreur dans la gestion des relations entre les deux rives. Il reproche au Processus de Barcelone, ainsi qu'à l'Union pour la Méditerranée, de vouloir créer une zone économique de libre échange sans avoir fait le travail politique de modernisation des Etats de la rive sud qu'il estime préalable à toutes considérations économiques. On peut regretter l'absence complète d'appareil critique, à l'exception d'une bibliographie très fournie. Au final, Jacques Huntzinger donne une vision optimiste des relations entre les deux rives sur le long terme.

Baptiste Pépion



Thomas M. Kane

Strategy : Key thinkers

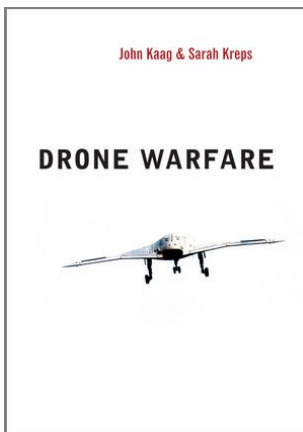
Polity Press, 2013

Une bonne introduction aux classiques de la pensée stratégique, avec encadrés pédagogiques à l'appui, pour ce petit livre qui présente Sun Tzu, Thucydide, Végèce, Machiavel, Clausewitz, les théoriciens de l'air ou de la mer

(Mahan, Douhet), ceux de l'artillerie (Fuller ou Liddle Hart), de l'atome (Brodie, Wohlstetter) ou de l'asymé-

trie (Mao, Lénin, Guevara...). Les bibliographies indicatives sont brèves, l'exercice est délibérément introductif et synthétique, et au final l'exercice est réussi.

Frédéric Charillon



John Kaag & Sarah Kreps

Drone Warfare

Polity Press, 2014

Quelles sont les réflexions politique, légale, et éthique suscitées par les drones armés ? Quelle est l'implication de ce type de systèmes dans les conflits contemporains ? Leur usage respecte-t-il les règles du droit international ?

C'est un sujet très actuel et ô combien controversé auquel le philosophe John Kaag et la politologue Sarah Kreps, tous deux d'origine américaine, tentent de répondre. Les auteurs offrent une perspective scientifique de qualité sur l'emploi des drones armés par les Etats-Unis. L'ouvrage est divisé en six chapitres et corroboré de nombreux tableaux graphiques. Au fur et à mesure de la lecture, il démontre que l'évolution croissante des technologies liées aux drones précède d'une certaine manière notre compréhension de leurs implications.

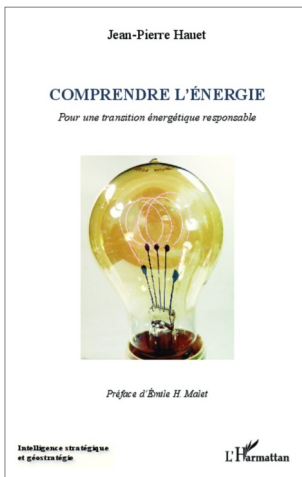
Dans l'introduction les auteurs s'interrogent sur la stratégie militaire et l'éthique de guerre et de paix (p. 10). Le dispositif militaire moderne donne une part très importante aux drones et la prolifération de ce type de systèmes est pointée du doigt. Le cabinet américain d'analyse, Teal Group, prévoit que cette tendance se renforcera de plus en plus. En chiffre, les dépenses globales affectées à la recherche, à l'acquisition, et au développement des drones devraient atteindre 94 milliards de dollars dans la prochaine décennie (p.41). Limiter le coût de la guerre et réduire le risque de perdre ses soldats sont les axes majeurs de la politique conduite par les Etats-Unis. Les auteurs montrent parallèle-

ment toute la complexité que cette politique peut susciter au sein de la société américaine (p. 76). Par ailleurs, Kaag et Kreps pensent que l'évolution croissante des drones armés a un impact sur les *us et coutumes* de la guerre en termes d'engagement des forces au regard du droit international. Ils soulignent l'existence de zone grise, ainsi que la violation du *jus ad bellum* et du *jus in bello* ; les exemples des territoires pakistanais et yéménites sont cités. Les auteurs évoquent la difficulté d'application du principe de proportionnalité, et notamment le rapport entre l'« avantage » militaire et les dommages civils (p.102). Concernant la partie éthique, son développement confronte les pensées de philosophes classiques, Herbert Marcuse, Hannah Arendt, à ceux plus contemporains, Bradley Strawser, Steven Levine et Uwe Steinhoff.

Cette réflexion aborde les thèmes de la distanciation, du combattant technicien, de la moralité et de la légitimité du recours aux drones, mais également de l'éthique de guerre et de paix (p. 127). Seuls les systèmes inhabités armés sont évoqués alors que les débats sont également tout aussi controversés concernant l'utilisation de drones de surveillance. Pour conclure John Kaag et Sarah Kreps décrivent les orientations possibles que les Etats-Unis défendront à l'avenir en matière de politique, de droit international, et de régime de contrôle de la technologie des missiles, MTCR (p. 153). Même si les auteurs soutiennent principalement une vision américano-centrée, la pluridisciplinarité de l'ouvrage pourra susciter l'intérêt du lecteur.

Océane Zubeldia





Jean-Pierre Hauet

Comprendre l'énergie : pour une transition énergétique responsable

L'Harmattan, juin 2014

Jean-Pierre Hauet est un ancien élève de l'école polytechnique, Ingénieur en chef du corps des Mines, ancien Senior vice Président & Chief technology Officer d'Alstom, et Consultant – Associate Partner de KB Intelligence.

Jean-Pierre Hauet est expert dans les domaines de l'énergie,

de l'automatisation, de la cybersécurité, des radiocommunications dans l'industrie et du développement durable.

Dans cet ouvrage, l'auteur cherche à démontrer quelle pourrait être la situation énergétique mondiale à l'horizon 2050. A partir d'un raisonnement très clair et complet qui se fonde sur des arguments justifiant l'évolution de l'utilisation des différentes ressources contribuant à la réalisation de la situation décrite. Le postulat qui guide toute la réflexion est que l'énergie, moteur de l'activité humaine et donc de la croissance, suit pour une nation donnée, une trajectoire sensiblement comparable à celle de son PIB, surtout dans les pays en développement. Ainsi, les grands pays émergents tels que la Chine et l'Inde, dont les populations aspirent à atteindre un niveau de vie équivalent à celui des pays de l'OCDE, deviennent peu à peu de grands consommateurs d'énergie, si bien que les consommations à l'échelle mondiale vont croître dans des proportions importantes d'ici 2050 (vraisemblablement de 100 %), alors que les besoins stagnent dans les pays développés.

L'auteur analyse les différentes ressources actuelles : le pétrole, le charbon, le gaz, le nucléaire, l'hydroélectricité, la biomasse et les autres énergies renouvelables (éolien onshore, offshore, photovoltaïque) et les domaines consommateurs de ressources que sont la production d'électricité, le transport et le chauffage.

Partant des mix énergétiques donnés par l'AIE pour 2010 au niveau mondial dans le domaine de l'électricité et toutes utilisations confondues, l'auteur parvient, au terme de ses raisonnements, à des prévisions de mix énergétique pour 2050, caractérisées par le fait que les ressources seront les mêmes en 2050 qu'en 2010 et que ce sont les proportions qui vont changer.

Ainsi, le mix électrique mondial repose actuellement sur 80,4 % d'énergie fossile (pétrole, gaz et charbon) et nu-

cléaire, 16 % d'hydroélectrique et 3,6 % de renouvelable mais pourrait évoluer vers 50 % d'énergie fossile et nucléaire, 15,4 % d'hydroélectrique et 34,6 % de renouvelable, ce qui représente une évolution notable. Il n'en serait pas de même pour le bilan d'énergie global qui se caractérise surtout par un recul du charbon et du pétrole au profit du gaz (grâce notamment au gaz de schiste) et des énergies renouvelables. Malheureusement, si cette prévision se confirme, dans la mesure où les énergies fossiles restent très présentes, le taux de carbone va augmenter et le seuil d'une hausse de la température mondiale de 2°C sera largement dépassé. C'est l'augmentation de la consommation énergétique des pays émergents qui contribuera le plus à cette évolution. La situation est donc inquiétante.

D'ici 2050, il ne devrait pas y avoir de pénurie des énergies fossiles malgré la demande croissante. Le risque existe naturellement mais à un horizon beaucoup plus lointain (80 à 200 ans et plus selon la ressource). Les plus grands dangers liés à l'utilisation massive de ces énergies sont davantage de nature environnementale, économique et politique, du fait de la répartition inégale de ces ressources.

Le **risque environnemental** est surtout lié aux émissions des gaz à effet de serre, responsables du réchauffement climatique qui, au rythme actuel, pourrait atteindre 2°C dès 2035. Se pose aussi le problème de l'eau dont la consommation augmente, notamment pour la production d'énergie telle que le gaz de schiste ou les agro carburants, tandis que celle-ci doit absorber toujours plus de déchets. Enfin, le problème des surfaces et de l'espace nécessaires à la production d'énergie est de plus en plus prégnant.

Le **risque économique et politique** se manifeste par des contraintes sur les prix des énergies fossiles dont la hausse accroît les inégalités au niveau mondial et suscite des comportements corrompus de la part de pays pourvus, et des conflits parfois meurtriers.

Il existe des solutions pour réduire les consommations d'énergie sans porter atteinte au confort, à l'activité économique, au niveau de vie et à la stabilité sociale, telles que des évolutions de comportement ou la mise en œuvre de technologies plus économes en énergies. Ces solutions ont un coût mais les investissements pourraient être considérés comme rentables au regard du prix du pétrole et des gains indirects que procure

une moindre consommation de pétrole. Malheureusement, un tel raisonnement est biaisé par le fait que les baisses d'énergie réalisées peuvent susciter des consommations accrues par de nouveaux consommateurs ou dans de nouveaux secteurs. La mise en œuvre de ces solutions nécessite aussi une forte motivation de la part des consommateurs. Ainsi, pour être efficace, l'économie de l'énergie doit être traitée dans un cadre économique global mais la meilleure efficacité énergétique apportée par de telles solutions ne permettra pas de compenser la croissance de la demande en énergie des pays émergents.

Selon l'auteur, on ne peut pas non plus compter sur des **formes nouvelles de croissance** pour résoudre les problèmes de l'énergie dans les prochaines années et limiter la consommation grandissante des pays en développement. Enfin, **l'augmentation de la population** implique *de facto* une augmentation d'énergie et donc une accélération des émissions des gaz à effet de serre. Or, les scénarios les plus plausibles montrent qu'à l'horizon 2050, la population mondiale devrait croître de 35 %, la population des pays en développement étant de six fois supérieure à celle des pays développés. Ainsi, sauf catastrophe majeure, la solution aux problèmes de l'énergie à cet horizon ne peut pas venir de la démographie. Ce sont donc les pays en développement qui sont les plus responsables des augmentations de consommation d'énergie et de leurs conséquences, notamment les émissions de gaz à effet de serre, qui pourraient doubler d'ici 2050, affectant le climat.

Puisque la consommation de l'énergie ne pourra qu'augmenter d'ici 2050, entraînant l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, il faut trouver des solutions pour limiter ces émissions. Deux solutions se présentent. La première consiste à utiliser des ressources énergétiques exemptes de carbone, un moyen pour inciter l'utilisation de ressources décarbonées étant d'augmenter le coût de la taxe carbone et d'établir des quotas. La seconde solution consiste à récupérer le CO₂ après utilisation de l'énergie carbonée.

Les nouvelles énergies renouvelables (éoliennes *on et off shore*, solaire photovoltaïque et biomasse) ont connu ces dernières années une forte augmentation pour la production d'électricité (en Europe, 12,5% de la production d'électricité en provient) mais cette tendance ne pourra pas se poursuivre très longtemps car ces énergies occupent un espace important si bien que, dans certains pays européens, le parc est déjà saturé. De plus, leur caractère intermittent et souvent aléatoire rend leur disponibilité relativement faible et oblige à

leur adjoindre des moyens de « *back up* » qui peuvent être des centrales à énergie fossile, ce qui va à l'encontre de la propriété « énergie verte » attribuée à ces énergies. De plus, les énergies renouvelables nécessitent des renforcements des réseaux de transport et de distribution. Enfin, ces énergies coûtent cher.

Cependant, cette ressource qui ne représente en 2012 qu'environ 4% du mix électrique mondial, se développe beaucoup dans les pays émergents et pourrait atteindre 34,6% en 2050. Ainsi, en ajoutant 15,4% d'énergie hydraulique, on peut espérer à cet horizon un recul de 30% des énergies fossiles, ceci au prix d'investissements importants et d'un renchérissement substantiel du prix de l'électricité. Mais, malgré l'augmentation des énergies renouvelables au niveau mondial, la réduction des émissions de gaz à effet de serre à laquelle elles permettent d'arriver sera insuffisante pour empêcher l'augmentation de la température moyenne mondiale, d'autant plus que, si les énergies fossiles seront en diminution relative en 2050 par rapport à 2010, elles seront en augmentation absolue importante au niveau mondial (+ 42 % environ). Il faut donc impérativement rechercher d'autres solutions pour réduire les émissions de CO₂ liées aux énergies conventionnelles.

La part de **l'énergie hydraulique** dans le mix en 2050 devrait être comparable à ce qu'elle est actuellement. Le **charbon** est de plus en plus utilisé, tant en Europe que dans les pays émergents. Dans beaucoup de pays, cette ressource est même essentielle pour la production d'électricité, parfois en « *back up* » des énergies renouvelables, malgré les importantes émissions de gaz à effet de serre dont elle est responsable. Des travaux de recherche ont donc été entrepris pour limiter ces émissions, reposant sur l'amélioration du rendement des centrales à charbon et sur le captage et le stockage du CO₂. Mais cette dernière solution nécessite un apport d'énergie qui entraîne une baisse importante du rendement et de nombreuses recherches sont encore nécessaires pour la rendre véritablement efficace (mise au point des procédés, financement, stockage).

Malgré les problèmes de pollution que pose cette ressource et les conditions d'accès à celle-ci, **le pétrole** restera très présent dans le mix énergétique des décennies à venir ; sa part relative va certes diminuer mais sa consommation continuera à augmenter.

Le gaz crée deux fois moins d'émissions polluantes que le charbon. De plus, la découverte du gaz de schiste permet de penser que le gaz jouera, dans les trois décennies à venir, un rôle grandissant dans l'approvisionnement énergétique mondial, pour la production de

Pensée stratégique comparée

l'électricité en particulier.

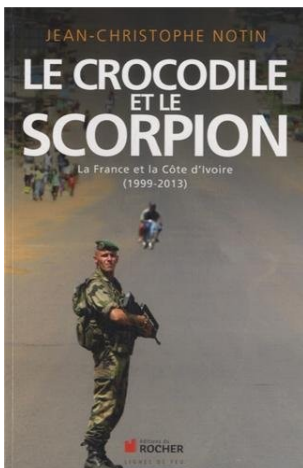
Le nucléaire, énergie moins polluante que les énergies fossiles et pour lequel il n'y a pas de risque de pénurie, suscite un intérêt croissant malgré l'accident de Fukushima. On assiste actuellement à une reprise des projets au niveau mondial.

Si les prévisions de l'auteur se réalisent, le mix énergétique global en 2050 devrait comporter les mêmes ressources qu'en 2010, mais dans des proportions différentes. Le mix électrique mondial sera beaucoup plus décarboné que le mix global puisqu'il ne comportera « que » 50% d'énergie fossile (pétrole, charbon, gaz) et nucléaire, proportion qui atteignait 80,2% en 2010, alors que le mix global comportera 79,2% d'énergie fossile, proportion qui atteignait 86,7% en 2010. Cependant, malgré la baisse relative de l'utilisation des éner-

gies fossiles, les consommations seront en hausse en valeur absolue, ce qui entraînera *de facto* une hausse des émissions de gaz à effet de serre. Malgré des progrès techniques réalisés pour leur réduction, celle-ci ne sera pas acquise dans des proportions suffisantes pour limiter le réchauffement climatique à 2° en 2050. Ainsi, la hausse durable des températures peut être considérée comme un phénomène quasi-certain. Afin de ne pas poursuivre au-delà de 2050 cette trajectoire infernale, il faut dès à présent effectuer des recherches dans des domaines plus innovants (photolyse de l'eau, nucléaire durable, fusion contrôlée, photosynthèse artificielle, cycle de l'hydrogène, ...) que les énergies renouvelables ou le charbon propre.

Marie-France Brugère

Politiques de défense comparées



Jean-Christophe Notin

Le crocodile et le scorpion. La France et la Côte d'Ivoire (1999-2013)

Editions du Rocher, 2013

Jean-Christophe Notin, prix essai de L'Express 2011, scientifique d'origine, est un auteur particulièrement porté sur les questions historiques et militaires. Dans son livre, « Le crocodile et

le scorpion », il nous offre une analyse à caractère historique sur les relations France – Côte d'Ivoire, entre 1999 et 2013, à travers les liens entre Laurent Gbagbo et les différents acteurs de la diplomatie française. L'ouvrage est principalement axé sur les crises internes qu'a connues le pouvoir politique ivoirien.

Structuré en neuf chapitres qui s'articulent chronologiquement, Jean-Christophe Notin nous offre une véritable enquête de fond sur la manière dont les relations franco-ivoiriennes se sont détériorées et ont mené à la chute du président ivoirien. Cette enquête a pu être menée à bien grâce à la multitude d'acteurs impliqués que l'auteur a pu interviewer (y compris Claude Guéant, Robert Bourgi ou encore les ambassadeurs de France en Côte d'Ivoire). C'est ce qui fait l'originalité de ce document très intéressant et très instructif. On peut cependant regretter que les sources soient principalement

françaises, ce qui ne permet d'appréhender pleinement qu'un côté du sujet. On peut également se poser les questions suivantes : les personnalités rencontrées ont-elles tout raconté ? Quels éléments sont restés dans l'ombre ? Le livre est agrémenté d'un cahier photographique où sont placées les cartes en couleurs, ainsi que des clichés pris durant les opérations militaires de 2011. L'index en fin de livre est utile, tout comme la bibliographie, même si celle-ci est assez sommaire, l'auteur ayant privilégié les sources orales aux sources écrites. Celles-ci sont d'ailleurs répertoriées à la fin du livre. Ne manque qu'une chronologie simple qui aurait permis au lecteur de situer plus facilement les événements.

De 1999 (coup d'état qui renversa Henri Conan Bédié) à la chute de Laurent Gbagbo en 2011, ce livre est une véritable mine d'informations pour quiconque souhaite connaître l'implication de la France dans les crises ivoiriennes successives. Laurent Gbagbo apparaît comme le personnage principal du livre. Jean-Christophe Notin dépeint l'ancien chef d'Etat comme un manipulateur qui cherche à tout prix à se maintenir au pouvoir.

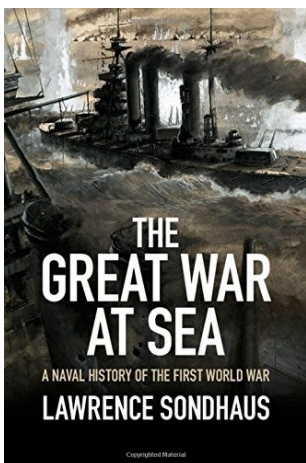
Le livre est agréable à lire et regorge d'anecdotes concernant les relations entre les chefs d'Etats ivoiriens et français. Le point d'orgue du livre reste la description des opérations Licorne. Les chapitres six et sept qui ren-

voient à la descente aux enfers du président ivoirien sont tout particulièrement intéressants. L'auteur retrace en détail l'épopée du président déchu qui s'accroche à son poste malgré la défaite électorale. Il explique comment les pays occidentaux font pression sur lui avec l'aide d'autres pays africains (comme le Nigéria) et de l'ONU. On retrouve dans l'ouvrage la préparation d'une éventuelle intervention militaire à l'encontre des partisans de Gbagbo. Ce passage qui décrit en détails les aspects opérationnels, logistiques et tactiques est un modèle qui ravira les amateurs d'histoire militaire. Les deux chapitres suivants racontent les combats qui ont opposé les pro-Gbagbo et les forces des Nations unies. Le lecteur apprendra ainsi les tenants et les aboutissants de l'attaque française visant à permettre aux troupes du président Ouattara d'arrêter Laurent Gbagbo.

Autre point fort du livre, l'auteur nous emmène dans les coulisses des relations franco-ivoiriennes. Grâce aux interviews de personnalités engagées dans les processus de décision français, le lecteur comprendra mieux les négociations de 2003 entre Jacques Chirac, Dominique de Villepin, le clan Gbagbo et les opposants pour la désignation du futur premier ministre (p.98 – 99).

Dernier reproche, l'auteur aurait pu s'étendre davantage sur les intérêts français en Côte d'Ivoire qui ont pu, à un moment donné de cette histoire, influencer les décisions des autorités françaises. Au bilan, on dispose ici d'un livre dense, bien écrit, qui plonge le lecteur au cœur des crises ivoiriennes, mais avec un angle peut-être un peu trop occidental.

Baptiste Pépion



Lawrence Sondhaus

The Great War at Sea, A Naval History of the First World War

Cambridge University Press, 2014.

Publiée en cette année du centenaire de la Première Guerre mondiale, cette nouvelle histoire navale met en lumière la contribution décisive des opérations en mer à la victoire finale des Alliés. Le Premier ministre britannique

Herbert Asquith, qui perdit lui-même un fils lors des combats de la Somme, déclarera même : « *with all deference to our soldiers, this war has been won with sea power* ».

Lawrence Sondhaus retrace avec précision les stratégies, le rôle des innovations techniques et les phases successives de la guerre navale, de la course aux armements intensive d'avant-guerre, la guerre sous-marine, la célèbre bataille du Jutland, les Dardanelles, pour ne citer que celles-ci, jusqu'au traité de Washington destiné à limiter les armements navals dans l'après-guerre. En premier lieu, les opérations navales ont confirmé le caractère dissuasif des *capital ships*, ces gigantesques cuirassés et croiseurs de bataille, en raison de leur taille, de leur vitesse et de leur impressionnante puissance de feu. Alors qu'au siècle précédent, les Français furent à l'origine d'innovations navales majeures – la propulsion à vapeur et la cuirasse pour les bâtiments de com-

bat, mais aussi le torpilleur léger puis le sous-marin qui correspondaient aux vues de la *Jeune Ecole* française – le programme britannique des *Dreadnought* devint la référence navale internationale. Le premier jaugeait 18.000 tonnes (le tonnage d'une actuelle frégate anti-aérienne du type Cassard est de 5.000 tonnes) et était doté de canons de 305 mm et d'une cuirasse de 28 cm. Simultanément les idées de l'Américain Mahan inspirèrent à la fois la France (l'Ecole historique), la Grande-Bretagne (Amiral Fisher) et l'Allemagne (Amiral von Tirpitz) dans la recherche d'une bataille décisive clausewitzienne pour laquelle la puissance du cuirassé devait être déterminante. Toutefois les coûts de construction considérables de ces forteresses flottantes n'incitèrent pas les belligérants, notamment allemands et autrichiens, à les risquer davantage afin de leur conserver leur pertinence stratégique. Ainsi, à l'issue de la guerre, seuls 12 des 128 *capital ships* construits par les huit plus grandes marines belligérantes furent coulés, dont 4 par accident ou sabotage. Lawrence Sondhaus en conclut que « *never before had so many ships that had cost so much money seen so little action during so few years in service* ». Sans le reconnaître explicitement, il donne ainsi raison aux tenants de la *Jeune Ecole* qui prônait la construction de bâtiments plus petits et plus nombreux pour lutter contre les blocus (un seul torpilleur peut neutraliser un monstre d'acier), protéger ses ravitaillements maritimes et mener une guerre de course contre le commerce de l'ennemi avec de plus grosses unités,

capables de tenir longtemps en haute mer.

Il souligne aussi que les stratégies offensives ont conduit à de plus grandes pertes pour l'attaquant, en particulier pour les sous-marins. L'Allemagne perdit au total plus de la moitié de ses forces sous-marines dans sa stratégie d'attaques à outrance, conférant au sous-marinier lui-même « la plus forte probabilité de périr au combat de toute l'armée ». L. Sondhaus montre comment, bien qu'étant apparu comme l'arme navale émergente qui deviendra ensuite indispensable à toute grande marine, les sous-marins allemands ont hâté la décision d'entrée en guerre des Etats-Unis – par le spectaculaire torpillage du paquebot de 30.400 tonnes *Lusitania* et la déclaration allemande de « guerre sous-marine à outrance » – et ne sont pas parvenus ensuite à empêcher le déploiement de l'*American Expeditionary Force* sur le théâtre de guerre en Europe.

L'adoption de la tactique d'escorte des convois transatlantiques, initialement controversée en particulier par Julian Corbett, s'est imposée notamment à la lumière des succès français en Manche, remarque L. Sondhaus : « [Admiral] Jellicoe approved a memorandum written the previous day by the head of the Anti-Submarine Division, Rear Admiral Alexander Duff, which cited the success of the French coal convoys, along with the entry into the war of the United States, as reasons to adopt a convoy system ». Cette tactique, qui sera considérablement développée lors de la Seconde Guerre mondiale puis de la Guerre froide, s'est traduite par la perte de seulement trois transports de troupes américains et d'un croiseur français d'escorte, selon L. Sondhaus. Grâce aux autres bâtiments de protection venus leur porter secours, seules quelques dizaines de soldats américains ont péri en mer sur les deux millions d'entre eux qui ont traversé l'Atlantique pour renforcer les armées alliées en Europe.

D'autres innovations techniques et tactiques ont changé profondément et durablement la conduite de la guerre navale, comme l'ASDIC à la fin de la guerre, ancêtre du sonar, qui permit pour la première fois d'explorer le monde sous le dioptré, et l'installation à bord des télécommunications sans fils alors que, depuis l'Antiquité jusqu'en 1896, un navire hors de vue de la terre ou d'un autre navire se trouvait totalement coupé du monde.

Enfin, L. Sondhaus remarque que si le commandement allemand a été très critiqué à la fois pour la férocité de la guerre sous-marine et pour l'emploi des gaz de combat à terre, le commandement britannique n'a pas été au-dessus de tous soupçons sur deux aspects, pour le

moins. D'une part, évoquant le torpillage du *Lusitania*, il indique : « *while the record does not support allegations of the First Sea Lord's [W. Churchill] direct complicity in the disaster, the Admiralty must bear responsibility for the cynical calculation that Britain had nothing to lose by shipping war materiel aboard the Lusitania and other civilian liners* ». D'autre part, il revient sur les débats relatifs au blocus britannique de l'Allemagne, qui s'est révélé crucial pour la victoire finale en étranglant son ravitaillement maritime et celui de ses alliés, notamment en provenance du continent américain. Le blocus a non seulement favorisé indirectement la campagne sous-marine de l'Allemagne mais a eu des effets catastrophiques sur l'économie allemande, l'approvisionnement des troupes et l'alimentation des populations civiles elles-mêmes. « *British authorities down to the 1960s suppressed or censored published materials related to the blockade, and strongly discouraged frank or detailed discussion of it in the memoirs of those most involved in its planning and execution* ».

Au total, si aucune bataille vraiment décisive n'a eu lieu en mer durant la Première Guerre mondiale, les opérations navales se sont néanmoins révélées déterminantes pour la victoire finale des Alliés. Toute économie qui repose sur des échanges de biens et de matériels par les voies maritimes y est vulnérable et nécessite un soutien sur ses routes stratégiques, notamment des unités de haute mer en nombre approprié. Cet enjeu n'a fait que se renforcer depuis un siècle avec le développement fulgurant des échanges mondialisés, notamment énergétiques.

Sur le plan naval, de profondes innovations vont marquer le siècle à venir, dans lesquels la France acquerra un rôle de premier plan. D'une part le sous-marin : sa propulsion, sa discrétion acoustique et son rôle tactique puis stratégique, avec ses corollaires en matière de connaissance du milieu océanographique et de développement des technologies et des tactiques anti-sous-marines. D'autre part, le soutien aérien aux opérations navales – anti-navires, anti-sous-marines et contre la terre – deviendra indispensable au point de faire du porte-avions le nouveau *capital ship*, donnant naissance au concept de *Task Force* aéronavale dont la puissance militaire sera elle aussi en mesure de peser sur le dialogue stratégique.

Contre-amiral Jean-François Morel



Evelyne Morin-Rotureau (dir.)

Les Françaises au cœur de la guerre : 1939-1945

Autrement, 2014

Elles ont subi l'occupation, résisté à l'occupant, participé à la Libération sans qu'il leur soit toujours suffisamment rendu hommage : les femmes dans la guerre, en France, furent un enjeu et des actrices. Célé-

brités (comme Joséphine Baker) ou simples anonymes, victimes, collaboratrices, résistantes, prostituées, héroïnes, ou s'efforçant tout bonnement, en mères, en épouses, en femmes libres, de tenir dans ces années sombres. En toile de fond, la France occupée, et les in-

teractions sociales si complexes que génère un phénomène d'occupation, *a fortiori* aussi long. Au prisme des femmes dans la guerre, on retrouve dans ce bel ouvrage, sans surprise mais toujours avec émotion, les sentiments confusément mêlés que l'on connaît déjà à l'évocation de cette période, oscillant tout à la fois et selon les épisodes, entre honte et fierté.

Frédéric Charillon



Olivier Wieviorka

Histoire du débarquement en Normandie. Des origines à la libération de Paris, 1941-1944

Seuil, 2014

L'épopée du débarquement, certes connue, est reprise en cette année de commémoration par l'historien Olivier Wieviorka, à partir de sources anglo-

saxonnes souvent inédites, aux prismes mêlés de l'économie, de la diplomatie, de la politique et de la sociologie, et dans un format « beau livre ». Ce travail insiste, surtout, sur les contingences inévitables d'une opéra-

tion aussi gigantesque et de sa préparation : dissensions, doutes, erreurs, effondrements physiques et moraux, cynisme politique, arrière-pensées, qui à la fois revisitent le mythe du D-Day, et rendent son résultat final plus héroïque encore.

Frédéric Charillon



Guillaume Piketty, Vladimir Trouplin

Les compagnons de l'aube, Archives inédites des compagnons de la libération

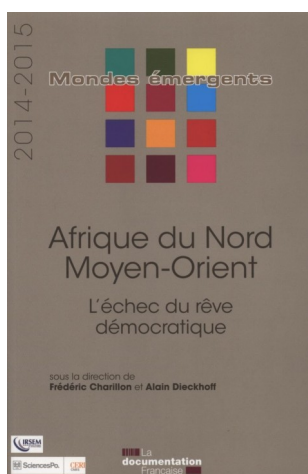
Textuel, 2014

Cet imposant travail remarquablement illustré retrace 80 portraits de ceux – individus ou collectivités (comme les villes de Paris ou de Nantes, l'équipage du sous-marin *Rubis*, le régiment de marche du Tchad...) qui ont contribué à la Résistance et à la Libération, qui ont rejoint le

général de Gaulle. Extraits de lettres, objets personnels, photos, viennent appuyer les biographies de ceux qui se sont ralliés, qui ont combattu, qui ont commandé (y compris Churchill et Eisenhower), qui furent sacrifiés, et dont le destin, pour tous, fut exceptionnel, à l'image, par exemple, d'un Romain Gary.

Frédéric Charillon

Nos chercheurs ont écrit



- La revue *Mondes émergents* vient de paraître, sous la direction d'Alain Dieckhoff et de Frédéric Charillon, directeur de l'IRSEM.

Ce nouveau numéro intitulé « Afrique du Nord - Moyen-Orient, l'échec du rêve démocratique » rassemble plusieurs contributeurs : **Frédéric Charillon**, **Alain Dieckhoff**, **Ahmet Insel**, **Stéphane Lacroix**, **Pénélope Larzillière**, **Luis Martinez** et **Gareth Stansfield**. On soulignera également la contribution d'**Emma Soubrier**, doctorante en science politique à l'Université d'Auvergne (Clermont I) et jeune chercheuse rattachée à l'IRSEM.



- Les Presses de l'université Paris-Sorbonne publient l'ouvrage *La piraterie au fil de l'histoire. Un défi pour l'État*, sous la direction de Michèle Battesti, directrice du domaine « Défense et société » à l'IRSEM.

La sortie de cet ouvrage fera l'objet d'une présentation le mercredi **26 novembre à 18h00** à la Maison de la recherche de l'université Paris-Sorbonne (Salle D035), 28, rue Serpente 75 006 PARIS
Ligne 4 métro Saint-Michel ou Odéon

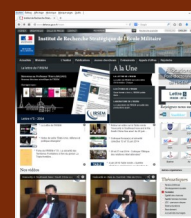
Seront présents **Michèle Battesti**, **Olivier Chaline**, Professeur d'histoire (Paris IV) et directeur de la collection « Histoire maritime » et **Jacques Frémeaux**, Professeur d'histoire contemporaine (Paris IV).

La présentation sera suivie d'un verre à la librairie des PUPS.

Retrouvez...

les Lettres de l'IRSEM, les publications, colloques et toute l'actualité de l'institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire sur...

www.defense.gouv.fr/irsem



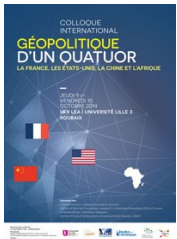
facebook

twitter

Linked in



Le Monde



Maya Kandel, responsable du Programme Etats-Unis :

- Rédaction de la Note de veille mensuelle « Etats-Unis. Défense et politique étrangère ». Cette publication est consultable sur le site de l'IRSEM : <http://www.defense.gouv.fr/irsem/page-d-accueil/vient-de-paraitre/notes-de-veille-etats-unis-defense-et-politique-etrangere>
- Participation à l'émission Décryptages sur RFI, le 7 novembre, pour évoquer la victoire des Républicains au Congrès et l'impact sur la politique étrangère américaine. Cette émission peut être réécoutée sur le site internet de RFI : http://www.rfi.fr/emission/20141105-victoire-republicains-senat-quel-impact-politique-etrangere/?aef_campaign_date=2014-11-05&aef_campaign_ref=partage_user&ns_campaign=reseaux_sociaux&ns_linkname=emission&ns_mchannel=social&ns_source=twitter
- Auteur d'un article dans *Le Monde* du 31 octobre, abordant le sujet « La victoire des républicains pourrait être gâchée par des divisions internes », http://www.lemonde.fr/idees/article/2014/10/31/la-victoire-des-republicains-pourrait-etre-gachee-par-des-divisions-internes_4515846_3232.html
- Intervention lors du colloque *Géopolitique d'un quatuor : France, Etats-Unis, Chine, Afrique*, à Lille les 9 et 10 octobre, réunissant les universités Lille III et Paris I, avec une communication intitulée « Du smart power au light footprint, les risques et contradictions de la stratégie américaine en Afrique ».

Eric Sangar, chercheur post-doc Fernand Braudel :

- A coécrit avec Fairlie Chappuis et Deniz Kocak, dans le *Journal of Regional Security*, l'article « What's African? Identifying Traits of African Security Governance ». Cette publication est disponible en libre accès : <http://regionalsecurityjournal.com/index.php/JRS/article/view/42>

Sonia Le Gouriellec, chargée d'études Afrique :

- Rédaction de la Note de veille mensuelle « Afrique ». Cette publication est consultable sur le site de l'IRSEM : <http://www.defense.gouv.fr/irsem/page-d-accueil/vient-de-paraitre/notes-de-veille-afrique>
- Invitée de l'émission *Culturesmonde* sur France Culture, le lundi 13 octobre. Le titre de l'émission était : « De Port-au-Prince à Gaza: la reconstruction (1/4) - "Le nation-building" » <http://www.franceculture.fr/emission-culturesmonde-de-port-au-prince-a-gaza-la-reconstruction-14-le-nation-building-2014-10-13>
- Contribution à l'étude de l'IRSEM n° 35 intitulée *Approche globale et Union européenne : le cas de la Corne de l'Afrique* et parue sous la direction du général de division (2S) Maurice de Langlois, avec une communication portant sur « La Turquie en Somalie : un concurrent à l'approche globale de l'Union européenne ? ». Cette étude est accessible sur le site de l'IRSEM : <http://www.defense.gouv.fr/irsem/publications/etudes/etudes-de-l-irsem>

Flavien Bourrat, responsable de programmes Afrique du nord et Moyen-Orient :

- Participation au travail de recherche, pour l'année 2014, du Centre Euro Maghrébin de Recherches et d'Etudes Stratégiques (CEMRES) sur le thème : « Quelles mesures de confiance permettraient d'édifier un espace 5+5 défense plus structuré à l'horizon 2020 ».

Clément Therme :

- Interview dans le journal *L'Opinion* du 21 octobre, pour évoquer la politique russe au Moyen-Orient. <http://www.lopinion.fr/21-octobre-2014/retour-russe-moyen-orient-alternative-a-l-occident-17547>

Céline Marangé, chargée d'études sur la Russie :

- Interviewée par François Bougon, journaliste au *Monde*, au sujet des relations sino-vietnamiennes. L'article est paru dans *Le Monde* du 28 octobre 2014 sous le titre "Hanoï signe ses relations avec New Delhi".



L'Opinion

Le Monde



IRSEM : © DR

Inessa Baban, chercheur post-doc Pays postsoviétiques :

- Intervention lors de la conférence « Asie Centrale, une région stratégique d'avenir ? », le 16 octobre, au palais du Luxembourg, sur les questions énergétiques et géopolitiques au Turkménistan. Sa communication s'intitulait : "Le rôle des pays centre-eurasiatiques dans la sécurité énergétique européenne. Le cas du Turkménistan".
- Inessa a également effectué un voyage d'étude à Bakou, en Azerbaïdjan, du 23 au 30 septembre, afin de s'entretenir avec des experts et des officiels azerbaïdjanais sur les questions énergétiques et de sécurité-défense relatives à la région élargie de la mer Caspienne.

Pierre Razoux, Directeur de domaine Pensée stratégique comparé :

- Intervention devant le Cours de coopération régionale (NRCC) du Collège de Défense de l'OTAN, le 7 novembre, sur le thème « Perspectives stratégiques au Moyen-Orient ».
- Intervention, le 21 octobre, dans le cadre de l'Institut National d'Etudes de Stratégie Globale (INESG) lors du séminaire « Confluences internationales » organisé à Alger.
- Intervention à l'IRIS, le 15 octobre, sur le thème : « Vers la fin des accords Sykes-Picot au Levant ? ».
- Interview pour *Radio France International*, le 13 octobre au journal de 13h00, sur la décision de la Turquie d'ouvrir ses bases aériennes à l'aviation américaine pour frapper l'Etat Islamique au Levant.
- Interview pour *France 24*, le 12 octobre de 10h00 à 10h10, sur le contexte géopolitique de la conférence du Caire visant la reconstruction de la bande de Gaza.
- Intervention le 8 octobre devant la 197^e session régionale de l'IHEDN sur le thème : « Le Moyen-Orient quatre ans après le début des soulèvements arabes ».
- Intervention lors du colloque « Quel avenir pour l'Irak ? » organisé à l'Assemblée nationale le 6 octobre par l'Académie de géopolitique de Paris.
- Invité de l'émission de Thierry Garcin « Les enjeux internationaux » sur *France Culture*, le 23 septembre de 6h45 à 7h00, pour présenter le numéro d'été de la *Revue Défense Nationale* consacré au Levant.

Frédéric Charillon, directeur de l'IRSEM :

- Intervention dans l'émission « Géopolitique le débat » sur *RFI*, le 8 novembre, pour évoquer le thème : « 1989-2014 : 25 ans après la chute du mur de Berlin ».



IHEDN



Actualités des jeunes chercheurs



IRSEM : © DR



IRSEM : © DR

- **Ilinca Mathieu a soutenu le 18 septembre dernier sa thèse doctorale en science politique, intitulée « La question du sens de l'action dans les opérations extérieures. Décision politique, soutien public et motivation militaire dans le cadre de la participation française à la FIAS et à la FINUL renforcée »,** devant un jury composé de Frédéric Charillon (directeur), Michel Goya, Thomas Lindemann, Frédéric Ramel, Silvia Serrano.
- **Laetitia Seurat a soutenu le 26 juin dernier sa thèse doctorale en science politique, intitulée « La politique étrangère du Hamas 2006-2013 : idéologie, intérêt et processus de décision »,** devant un jury composé de Bertrand Badie (directeur), Frédéric Charillon, Eberhard Kienle, Henry Laurens, Stéphane Lacroix.
- **Le 5 décembre 2014 se tiendra le dernier séminaire des jeunes chercheurs de l'IRSEM pour l'année 2014.**
Sous la direction du Professeur Thierry BALZACQ, le programme arrêté est le suivant :
 - Intervention d'un jeune chercheur sur l'administration Truman et l'émergence d'une communauté du renseignement aux Etats-Unis (1945-1953) ;
 - Invité : accueil du Professeur Vincent POULIOT de l'Université MCGILL au Canada. Sujet : *Security and Practices*.

Allocations de thèse - Campagne 2015

- **La campagne d'allocations de recherche de l'IRSEM touche à sa fin !**

Au titre de l'année 2015, l'IRSEM offre trois types de soutien financier (Allocations de thèses en sciences politiques et sociales, Allocations post-doctorales et Financement de la recherche sur projet).

Les dossiers de candidature sont à télécharger sur notre site internet (<http://www.defense.gouv.fr/irsem/jeunes-chercheurs/soutien-financier/soutien-financier>).

La date de clôture de la réception des candidatures est fixée au **21 NOVEMBRE 2014**.

- **Par ailleurs, la campagne pour les 'allocations de thèses en histoire', pilotée par la DMPA (Direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives) est désormais lancée !**

Le ministère de la Défense attribuera, au titre de l'année 2015, dix allocations de thèses en histoire militaire et de la défense allouées sur critère d'excellence.

La date limite de réception des dossiers de candidature est fixée au **16 JANVIER 2015**.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur notre site : <http://www.defense.gouv.fr/irsem/jeunes-chercheurs/soutien-financier/soutien-financier>

Arrivées & Départs

Au mois d'octobre, trois nouveaux chercheurs ont rejoint l'IRSEM :

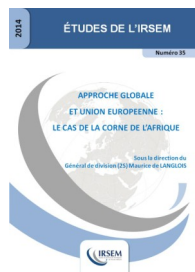
- **Fatiha Dazi-Heni** qui a pris les fonctions de responsable de programme au sein du domaine de recherche *Armement et économie de défense*, en provenance de la Délégation aux affaires stratégiques ;
- **Céline Marangé** qui a pris les fonctions de chercheur au sein du domaine de recherche *Pensées stratégiques comparées* ;
- **Christophe-Alexandre Paillard** qui a pris les fonctions de directeur du domaine de recherche *Armement et économie de défense*, en provenance de la Délégation aux affaires stratégiques.

L'IRSEM souhaite également dire au revoir à :

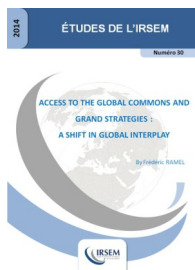
- **Mina Abed** qui a rejoint le Service parisien de soutien de l'administration centrale (SPAC) ;
- **Marie-France Brugère** qui quitte la vie active pour une autre vie qui le sera manifestement tout autant ;
- **Thierry Widemann** qui a rejoint le nouveau pôle Recherche du Service historique de la défense, à Vincennes.

Félicitations à tous et meilleurs vœux de succès pour les différents projets !

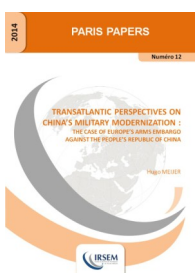
Dernières publications de l'IRSEM



Etude de l'IRSEM n° 35, octobre 2014
***Approche globale et Union européenne :
 Le cas de la Corne de l'Afrique***
 Général de division (2S) Maurice de LANGLOIS (dir.)



Etude de l'IRSEM n° 30 (version anglaise), octobre 2014
***Access to the global commons and grand strategies :
 A shift in global interplay***
 Frédéric RAMEL

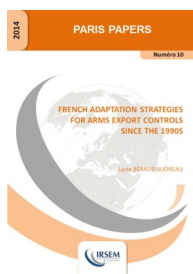


Paris Paper n° 12, octobre 2014
***Transatlantic perspectives on China's military modernization :
 The case of Europe's arms embargo against the people's Republic of China***
 Hugo MEIJER

Dernières publications de l'IRSEM



Paris Paper n° 11, octobre 2014
Researching the impossible ?
Assessing different ways of EU influence on U.S. policies
 Eva SCHERWITZ



Paris Paper n° 10, octobre 2014
French adaptation strategies for arms export controls since the 1990s
 Lucie BERAUD-SUDREAU



Fiche de l'IRSEM n° 34, novembre 2014
Death in the Military in Sociological and Comparative Perspectives
 Irène EURIET



Note de veille USA « Défense et politique étrangère » n° 32,
 novembre 2014
 par Maya KANDEL



Note de veille « Afrique » n° 2,
 novembre 2014
 par Sonia LE GOURIELLEC

LA LETTRE de l'IRSEM

Où que vous soyez,
accédez à tous les numéros...

www.defense.gouv.fr/irsem
Publications > Lettre de l'IRSEM



Directeur de publication : Frédéric Charillon	Rédacteur en chef : Contre-Amiral Jean-François Morel	Directeur scientifique : Thierry Balzacq	Ministère de la Défense Irsem École militaire 1, place Joffre - Case 38 75700 Paris SP 07	
Coordination : Caroline Verstappen	Mise en page : Olivia Ronsain & Alix Le Moign	Webmestre : Nicolas Segall		